

PANORAMA

Perspectives sur la politique régionale et urbaine de l'Europe

AUTOMNE 2019 / N° 70

Les technologies intelligentes stimulent les entreprises danoises

REGIOSTARS: DES
PRIX PRESTIGIEUX
POUR DES PROJETS
REMARQUABLES



ÉVALUER LA
POLITIQUE DE
COHÉSION DANS
TOUTES LES RÉGIONS



PANORAMA

SOMMAIRE

ÉDITORIAL: JOHANNES HAHN, COMMISSAIRE PROVISOIRE EN CHARGE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE, OFFRE UN APERÇU DE L'AVENIR PROMIS PAR LA NOUVELLE COMMISSION.....	3
INDICE DE COMPÉTITIVITÉ RÉGIONALE: LA QUATRIÈME ÉDITION PRÉSENTE LES PRINCIPALES CONCLUSIONS SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'UE.....	4
EUROBAROMÈTRE: LES DERNIERS CHIFFRES RÉVÈLENT LA CONNAISSANCE ET LA PERCEPTION DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE L'UE PAR LES CITOYENS.....	9
REGIOSTARS: PROFILS DES FINALISTES ET LAURÉTATS DES PRIX 2019 POUR DES PROJETS INNOVANTS DANS L'UE.....	12
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET POLITIQUE DE COHÉSION APRÈS 2020: MISE À JOUR SUR LES NÉGOCIATIONS RELATIVES AU CADRE FINANCIER PLURIANNUEL.....	18
INSTRUMENTS FINANCIERS: APPELÉS À JOUER UN RÔLE DE PLUS EN PLUS IMPORTANT LORS DE LA PROCHAINE PÉRIODE DE FINANCEMENT.....	20
DANEMARK: UN EXAMEN PLUS APPROFONDI DU DANEMARK, DE SES PROJETS COURONNÉS DE SUCCÈS, ET DES RÉFORMES DE SON SYSTÈME D'AIDE AUX ENTREPRISES.....	22
RENFORCER LA SPÉCIALISATION INTELLIGENTE AU PORTUGAL: LE PORTUGAL ÉVALUE SA STRATÉGIE ET TEND LA MAIN AUX ENTREPRENEURS.....	30
TRACER LA VOIE VERS UNE EUROPE URBAINE: ANA LISA BONI S'EXPRIME SUR LA DÉCLARATION DE BUCAREST ET LE FUTUR PROGRAMME URBAIN.....	32
YOUTH4REGIONS: DEUX JEUNES JOURNALISTES PRÉSENTENT DES PROJETS VISANT À SOUTENIR L'AGRICULTURE URBAINE ET L'INCLUSION SOCIALE PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA MUSIQUE.....	34
POINT D'INFORMATION: LES DERNIERS CHIFFRES SUR LA PERFORMANCE DES INVESTISSEMENTS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION.....	38
INVESTIR DANS NOTRE FUTUR COMMUN: UN RAPPORT DE LA 8 ^E CONFÉRENCE SUR L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE DE COHÉSION.....	40
FONDS DE SOLIDARITÉ DE L'UE 2002-2017: COMMENT LE FONDS DE SOLIDARITÉ A AIDÉ LES RÉGIONS À SURMONTER LES INONDATIONS, LES INCENDIES ET LES CATASTROPHES NATURELLES.....	42
ROAD TRIP PROJECT 2: DANS CETTE DEUXIÈME ÉDITION, HUIT JEUNES TRAVERSENT LE CONTINENT LORS D'UN VOYAGE DE DÉCOUVERTES.....	44
LA PAROLE EST À VOUS: LES FONDS DU FSE SOUTIENNENT DES PROJETS D'«INNOVATION SOCIALE» EN BASSE-SAXE.....	46
NOUVELLES EN BREF	47
PROJETS: PROFILS DE PROJETS RÉUSSIS PROVENANT D'ITALIE, D'ESPAGNE, ET D'EUROPE CENTRALE.....	48



15



30



32



34



44



50

ÉDITORIAL

Je suis ravi de saluer les lecteurs de *Panorama* dans cette nouvelle édition du magazine, alors que j'ai accepté de reprendre le portefeuille de la politique régionale jusqu'à la fin du mandat de la Commission, le 31 octobre 2019, à la demande du Président Juncker.

Les préparatifs en vue de la nomination de la nouvelle Commission pour 2019-2024 progressent. Suite au vote favorable du Parlement européen sur sa candidature et ses orientations politiques, la présidente-élue Ursula von der Leyen met tout en œuvre pour constituer son équipe et a annoncé son projet de distribution des portefeuilles le 10 septembre.

La politique régionale est invitée à jouer un rôle central dans la mission de la Commission européenne de parvenir à une Europe plus verte, plus juste et plus forte. Premièrement, dans le cadre du «**pacte vert pour l'Europe**», la politique régionale continuera de soutenir la transformation et la transition des régions vers l'économie verte et l'évolution technologique. Plus des trois quarts du budget de la politique régionale sont déjà affectés aux investissements dans la transition, en particulier dans l'innovation et le passage à une économie neutre sur le plan climatique. À cette fin, le nouveau Fonds pour une transition juste soutiendra cet objectif.

Ensuite, la politique régionale sera un facteur important d'«**une économie au service des personnes**», où notre slogan continuera d'être «aucune région, aucun citoyen à la traîne». En plus des investissements considérables dans l'économie réelle (qui s'élèvent actuellement à près de 50 milliards d'EUR pour la période 2014-2020), la politique régionale continuera de s'appuyer sur ses outils destinés à certains territoires, comme les zones urbaines défavorisées,

les régions frontalières ou les régions ultrapériphériques... sans oublier le Fonds de solidarité de l'UE. Nous voulons nous assurer que les citoyens européens jouissent des mêmes opportunités indépendamment de leur origine ou du lieu où ils vivent ou travaillent.

La politique régionale sera également déterminante pour parvenir à «**une Europe adaptée à l'ère numérique**», alors que la moitié des investissements du FEDER pour 2021-2027 seront consacrés à «une Europe plus intelligente», y compris la numérisation, dans le cadre de centaines de stratégies de spécialisation intelligente arrivées à maturité.



Enfin, je suis fier du large soutien que la politique régionale apportera à la Commission qui entend «**rassembler**» et «**laisser la main aux acteurs nationaux, régionaux et locaux lorsqu'ils sont les mieux placés pour obtenir des résultats**», en leur donnant véritablement les moyens de concrétiser nos priorités pour l'Europe. ■

Johannes Hahn

Commissaire européen en charge de la politique régionale

ICR 2019: cartographier les tendances en matière de compétitivité régionale

Le quatrième Indice de compétitivité régionale, qui contrôle le niveau de compétitivité dans les régions de l'UE, vient d'être publié.

Au cours des dix dernières années, l'Indice de compétitivité régionale (ICR) a mesuré les principaux facteurs de compétitivité dans 268 régions relevant du niveau 2 de la NUTS au sein de l'Union européenne. Ses 11 composantes différentes permettent de mesurer des concepts pertinents pour le développement durable, la productivité et le bien-être. Cet indice unique nous montre, au sein d'un pays, ce que les indices nationaux de compétitivité ne peuvent pas mesurer.

La dernière édition de l'ICR, lancée le 7 octobre 2019 lors de la Semaine européenne des régions et des villes à Bruxelles, en Belgique, confirme un modèle polycentrique avec de grandes variations caractérisant à la fois les pays et les régions au sein d'un même pays. Dix ans après la crise financière mondiale, le fossé nord-ouest, sud-est qui scinde l'UE est toujours aussi clair et net.

Les régions des capitales ont tendance à être les plus compétitives dans leur pays, à l'exception toutefois des Pays-Bas, de l'Italie et de l'Allemagne. La région la plus performante de cette édition de l'ICR est la région de Stockholm, suivie d'Utrecht qui partage la deuxième place avec Londres et sa vaste zone de migration alternante.

Comme dans toutes les précédentes éditions de l'ICR, la plupart des meilleures régions comprennent des capitales ou de larges zones métropolitaines dont l'agglomération et la connectivité entre les activités économiques et le capital humain en font des moteurs de croissance et de compétitivité.

Observations en temps opportun

Les quatre moments désormais disponibles (à savoir les quatre éditions de l'Indice) favorisent le suivi des tendances et des évolutions de la compétitivité régionale depuis la première publication de l'ICR en 2010. En général, les quatre éditions de l'ICR ne relèvent que rarement des fluctuations rapides et importantes.

Dans chaque pays, les performances régionales ont tendance à être relativement stables au fil du temps, même si, dans

certains cas, une légère convergence peut être observée entre la meilleure région, en général celle de la capitale, et les autres régions du pays. Par exemple, en Suède, Stockholm, qui enregistre un score élevé stable, est lentement rattrapée par les trois autres meilleures régions du pays. En revanche, en Roumanie, l'important fossé entre la région de Bucarest et les

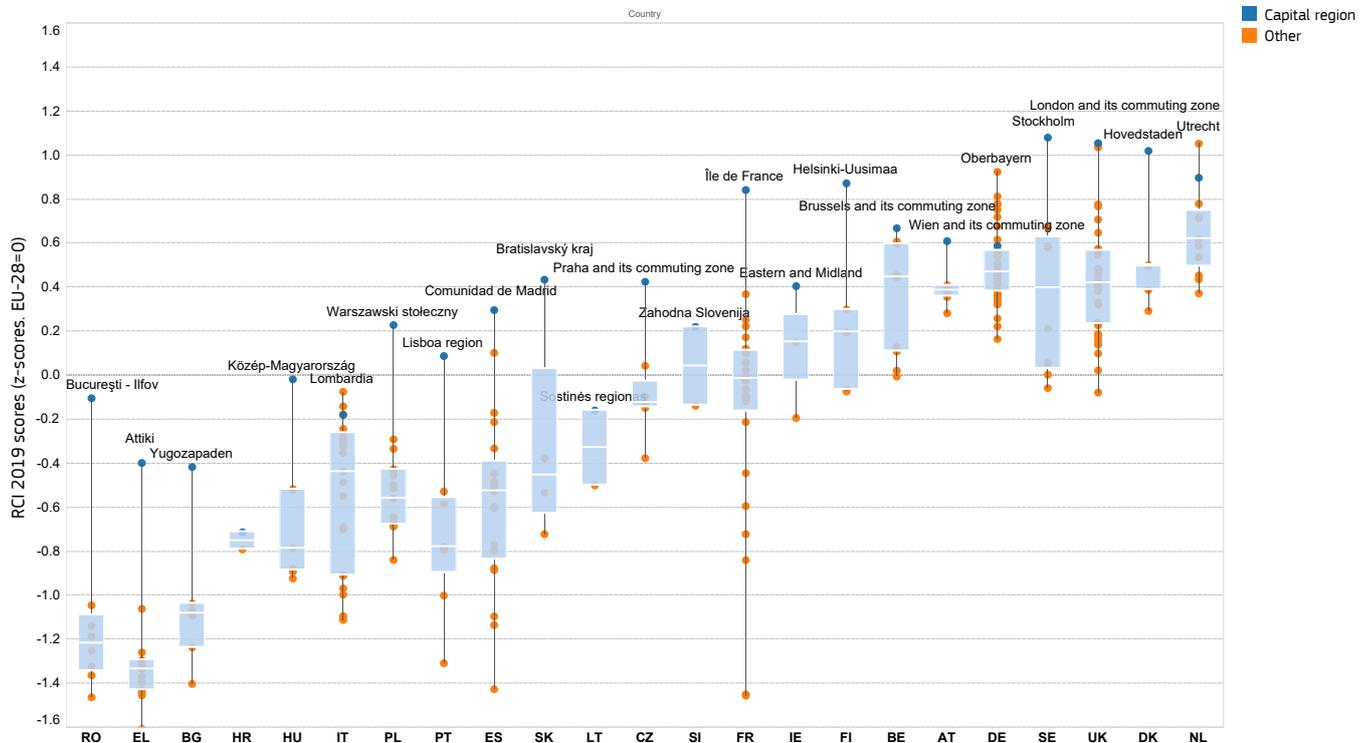
« La plupart des meilleures régions comprennent des capitales ou de larges zones métropolitaines dont l'agglomération et la connectivité entre les activités économiques et le capital humain en font des moteurs de croissance et de compétitivité. »

autres s'est maintenu au cours des dix dernières années, même si les trois régions suivantes en termes de compétitivité n'ont cessé de s'améliorer. La page web de l'ICR propose de nouveaux outils interactifs en ligne afin de comparer les niveaux de compétitivité dans différentes régions dans le temps et l'espace.

Depuis sa première publication, un nombre croissant de régions de l'UE ont utilisé l'ICR et ses composantes pour réaliser des comparaisons avec d'autres régions de l'UE ou avec la moyenne européenne. L'Indice s'est également avéré utile pour comparer une région avec des régions ayant un niveau de développement économique similaire. Par exemple, une région moins développée pourrait avoir un score global inférieur mais surpasser les régions ayant un niveau similaire de produit intérieur brut (PIB) par habitant. Inversement, une région fortement développée pourrait avoir un score élevé mais ne pas répondre aux attentes typiques des régions aussi riches.



Répartition des scores de l'ICR 2019 au sein des pays.



Seuls les pays ayant plus d'une région sont présentés dans la figure ci-dessous.

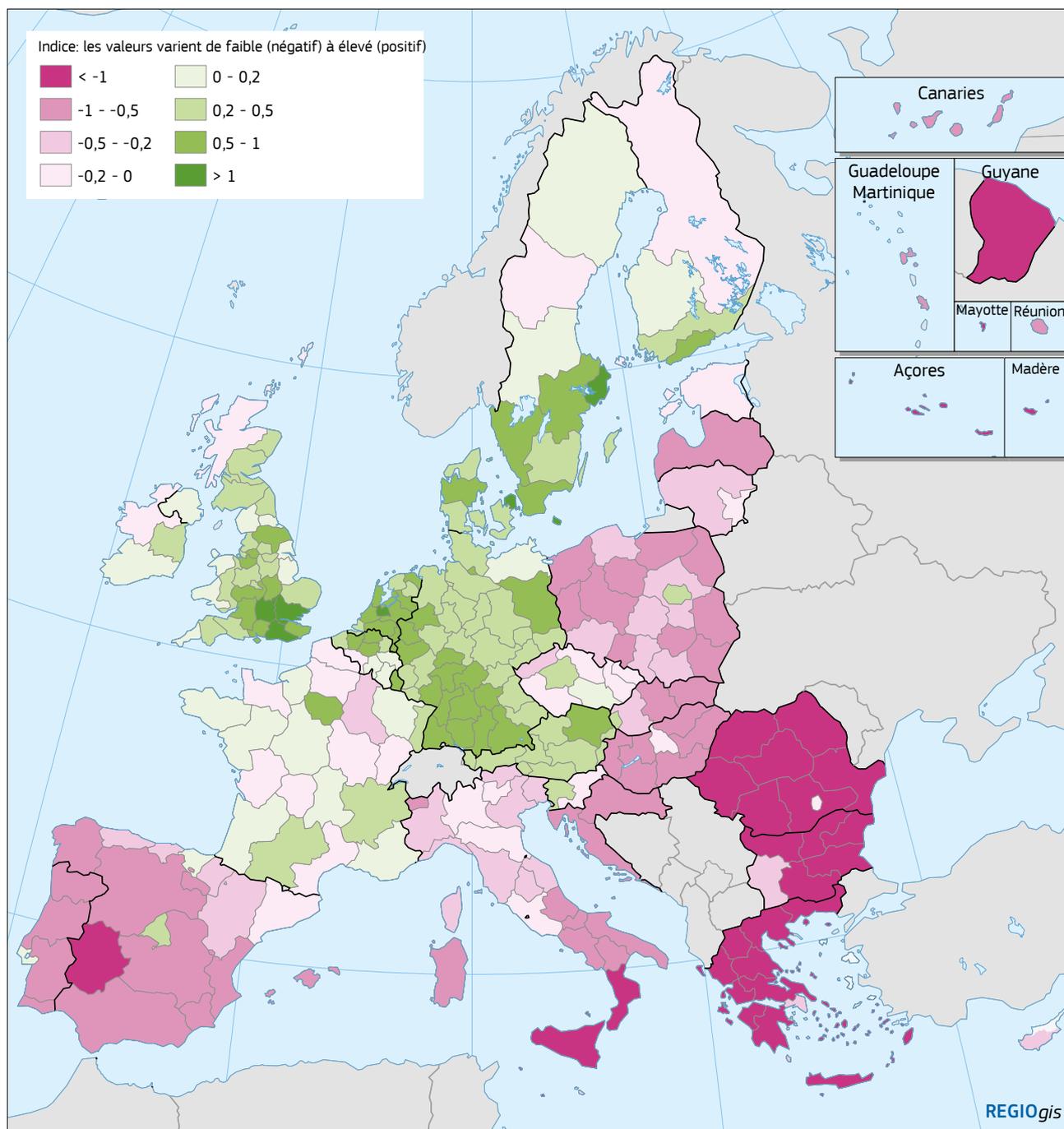
Le nom de la meilleure région du pays est affiché. Les zones grisées comprennent 50% des régions de chaque pays

Il existe de grandes variations entre les pays et les régions d'un même pays. Les régions des capitales ont tendance à être les plus compétitives, à l'exception des Pays-Bas, de l'Italie et de l'Allemagne. Aux Pays-Bas, Utrecht reste la meilleure région suivie par Amsterdam. En Italie, la Lombardie est toujours la meilleure région, tandis qu'en Allemagne, la Haute-Bavière (région de Munich) l'emporte encore. En Italie, en Espagne et en Belgique, les niveaux de compétitivité régionale couvrent un large spectre mais sont presque équitablement répartis dans toutes les régions du pays, comme le montrent les zones qui englobent 50% des régions de chaque pays.

Indice de compétitivité régionale – ICR 2019

Le fossé nord-ouest, sud-est qui scinde l'UE est toujours clair et net, même 10 ans après la crise. Les résultats de l'édition 2019 de l'Indice de compétitivité régionale confirment un modèle polycentrique, où les régions des capitales

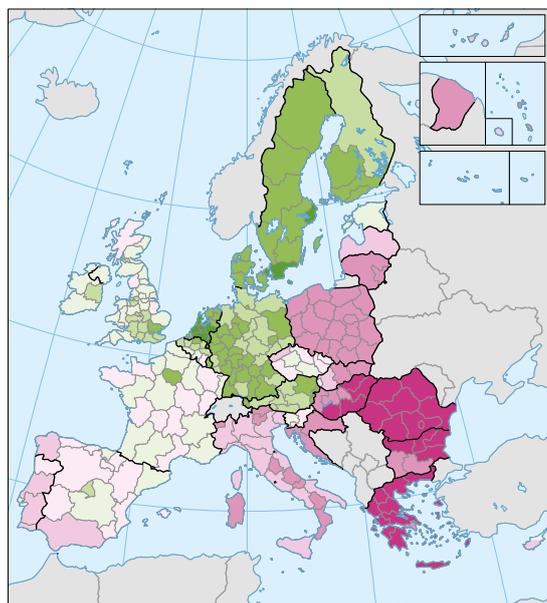
et des métropoles réalisent d'excellents scores dans de nombreuses parties de l'UE. La répartition spatiale des niveaux de compétitivité est cohérente avec les précédentes éditions de l'ICR.



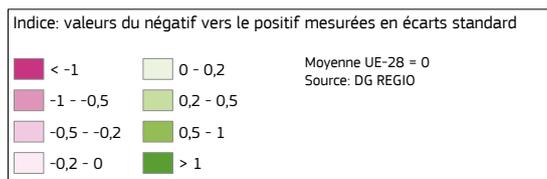
UE-28 = 0
Source: DG REGIO

© EuroGeographics Association pour les limites administratives

Indice de compétitivité régionale, 2019 – Scores de groupes



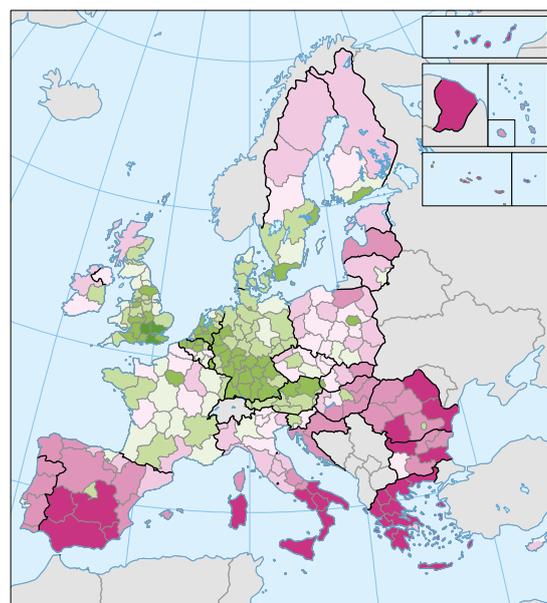
Piliers de base combinés



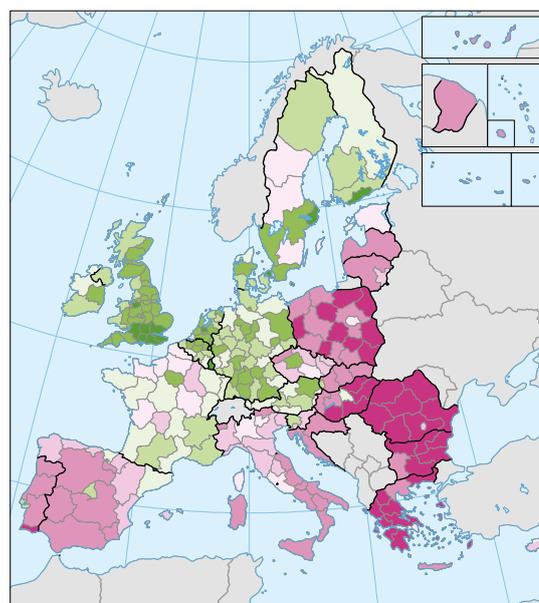
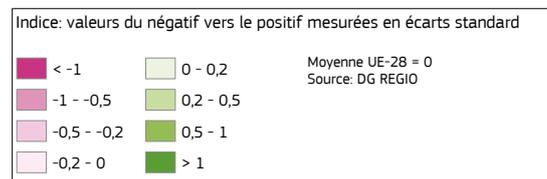
L'ICR est composé de 11 piliers qui décrivent les différents aspects de la compétitivité et sont classés en trois groupes:

- Le groupe de base comprend cinq piliers: Institutions; Stabilité macroéconomique; Infrastructures; Santé; et Enseignement de base.
- Le groupe d'efficacité comprend: Enseignement supérieur, Formation et apprentissage tout au long de la vie; Efficacité du marché du travail; et Taille du marché.
- Le groupe d'innovation comprend: Maturité technologique; Sophistication des entreprises; et Innovation.

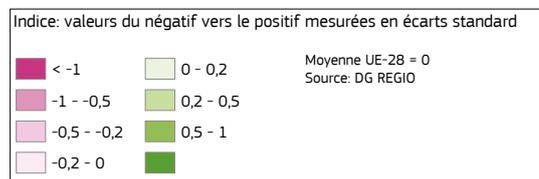
Les trois cartes montrent la répartition spatiale des sous-indices de base, d'efficacité et d'innovation. Conformément aux éditions précédentes, le groupe de base présente la plus faible variabilité au sein d'un pays, tandis que le groupe de l'efficacité et, dans une plus large mesure, celui de l'innovation varient davantage. Il existe deux raisons qui expliquent cette homogénéité relativement élevée du groupe de base: premièrement, deux des cinq piliers de ce groupe ne sont mesurés qu'au niveau national. Ensuite, alors que le groupe comprend des catalyseurs de compétitivité de base, comme les infrastructures, la santé et l'enseignement de base, un certain niveau d'homogénéité est attendu au sein de l'UE. En revanche, la plus grande variabilité observée dans le groupe de l'innovation suggère des différences importantes dans la capacité d'innovation des économies régionales au sein des pays et entre eux.



Piliers d'efficacité combinés

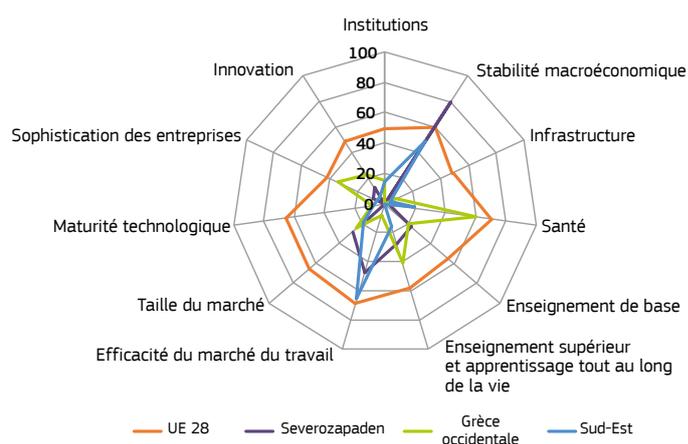
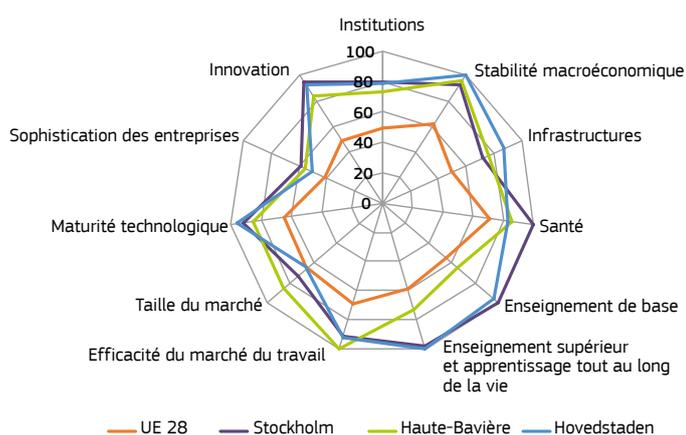


Piliers d'innovation combinés



Il est possible d'obtenir un aperçu encore plus approfondi en examinant la performance d'une région dans les 11 piliers de l'ICR. Par exemple, la figure ci-dessous compare trois des 10 meilleures régions: Stockholm (SE), Haute-Bavière (DE) et Hovedstaden (DK) (graphique araignée de gauche), toutes ayant un indice de PIB par habitant supérieur à 160 (UE-28=100), et trois régions parmi les

10 dernières: Severozapaden (BG), Grèce occidentale (EL) et Sud-Est (RO) (graphique araignée de droite), dont le PIB par habitant ne dépasse pas 50% de la moyenne de l'UE. Tout d'abord, notons la forme régulière, presque sphérique, du graphique araignée montrant les meilleures régions par rapport au modèle très irrégulier du graphique montrant les moins bonnes.



LA RECETTE D'ANNA KARÉLINE POUR LA COMPÉTITIVITÉ

De récentes analyses des principaux facteurs de la croissance économique régionale ont permis de constater que des gains simultanés dans plusieurs domaines, plutôt que l'excellence dans un seul, voire quelques-uns, est une bonne recette pour parvenir à la prospérité économique. Ceci nous rappelle le «principe d'Anna Karénine»: «Toutes les familles heureuses se ressemblent; mais chaque famille malheureuse l'est à sa façon» (Anna Karénine de L.N. Tolstoï). En d'autres termes, une carence dans l'un de ces facteurs entraîne une plus grande faiblesse.

Comparer les scores

Des tableaux de bord améliorés sont désormais publiés sur la page web de l'ICR afin de faciliter la comparaison de chaque région avec les autres. Ces tableaux sont des fiches d'information (une pour chaque région) qui présentent les scores et les classements d'une région dans l'ICR et toutes ses composantes. De plus, la performance d'une région est comparée à celle d'un groupe de ses pairs économiques, définis comme les 15 régions les plus proches de celle analysée en termes de PIB par habitant.

Ces tableaux, ainsi que des cartes interactives, des graphiques araignés, une analyse des comparaisons temporelles, des documents méthodologiques et des tableaux de données sont tous disponibles sur la page web de l'ICR.

L'ICR s'inspire de l'approche de l'Indice de compétitivité mondiale, produit chaque année par le Forum économique mondial, et l'adapte au niveau régional au sein de l'UE. Il recourt

à 11 dimensions de compétitivité décrites, dans l'édition 2019, par 74 indicateurs régionaux couvrant essentiellement la période entre 2015 et 2017, alors que certains datent de 2018. Ils englobent différents facteurs de compétitivité et de développement durable, y compris l'innovation, la gouvernance, les infrastructures de transport et du numérique, la santé et le capital humain.

L'ICR prend également en considération le développement économique d'une région en accordant davantage d'importance aux facteurs de compétitivité de base dans les régions moins développées et aux facteurs d'innovation dans les régions plus développées. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://europa.eu/!VJ69cd>



Les citoyens ont leur mot à dire sur la politique régionale de l'UE

Dans le cadre d'une série d'études visant à examiner la connaissance qu'ont les Européens de la politique régionale de l'UE et leur position envers elle, la DG Regio a interrogé plus de 27 000 citoyens de l'UE par téléphone durant 10 jours en juin de cette année.

Le rapport qui en découle repose sur quatre enquêtes précédentes: l'Eurobaromètre Flash 452 (FL452) de juin 2017; l'Eurobaromètre Flash 423 (FL423) de juin 2015; l'enquête FL298 de juin 2010¹; et l'enquête FL384² de septembre 2013.

L'étude commence par demander si les personnes interrogées ont entendu parler de projets cofinancés par l'UE dans leur région et, si tel est le cas, si elles pensent que ces projets ont eu un impact positif ou négatif. Elles ont ensuite été questionnées sur leur connaissance de deux fonds régionaux de l'UE et si elles avaient personnellement bénéficié d'un projet financé par l'UE. Elle fournit également des détails sur les sources d'information utilisées par les personnes interrogées pour se renseigner sur cette politique.

L'enquête s'est alors intéressée aux priorités de la politique régionale de l'UE du point de vue des citoyens, demandant aux personnes sondées quelles régions et zones géographiques d'investissement l'UE devrait cibler et qui devrait prendre les décisions en matière d'investissements régionaux.

Elle conclut en analysant la connaissance du public de la coopération transfrontalière, y compris des quatre stratégies macrorégionales de l'UE dans les régions de la mer Baltique, du Danube, de l'Adriatique et de la mer Ionienne, et dans la région alpine, sans oublier Interreg et les régions ultrapériphériques de l'UE.

Suivant la méthodologie utilisée dans les enquêtes Eurobaromètre Flash, entre le 3 et le 13 juin 2019, 27 144 citoyens de l'UE issus de différents groupes sociaux et démographiques ont été interrogés par téléphone (mobile et ligne fixe) dans leur langue maternelle au nom de la direction générale de la politique régionale et urbaine.

Les principaux résultats de l'Eurobaromètre 2019 sur la politique régionale sont illustrés dans deux infographies présentées ci-dessous.

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://europa.eu/!tr88kq>

¹ http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl_298_en.pdf

² http://ec.europa.eu/public_opinion/flash/fl_384_en.pdf

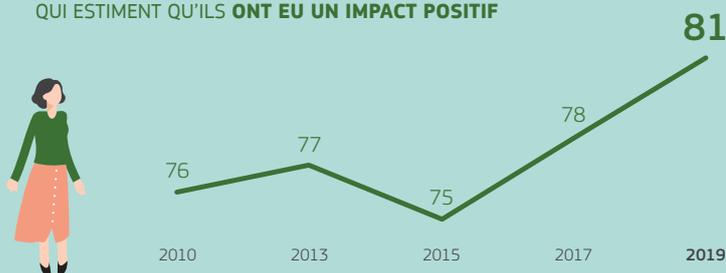
L'Europe que nous bâtissons ensemble

Politique régionale européenne

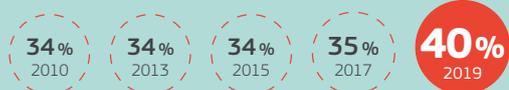
Connaissance

Les Européens pensent que **les projets de l'UE ont un impact positif sur leur vie**

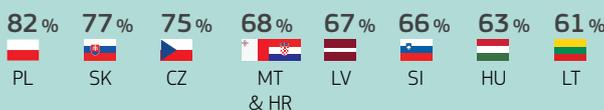
POURCENTAGE DE PERSONNES INTERROGÉES AYANT CONNAISSANCE DES PROJETS DE L'UE QUI ESTIMENT QU'ILS **ONT EU UN IMPACT POSITIF**



De plus en plus de citoyens ont **connaissance de projets de l'UE dans leurs propres régions...**



... La connaissance de projets financés par l'UE est **supérieure à 60%** dans 9 États membres



Investissements



Trois Européens sur cinq reconnaissent que le **financement de l'UE devrait être disponible dans TOUTES les régions**



La majorité d'entre eux estiment que l'UE **devrait privilégier** les régions...



... avec un **taux de chômage élevé**

69%



... avec des zones urbaines **défavorisées**

54%



... avec des zones rurales **isolées** ou montagneuses

52%

Les citoyens souhaitent que l'UE **investisse dans...**

... l'éducation, les infrastructures de santé ou sociales

91%



... l'environnement

90%



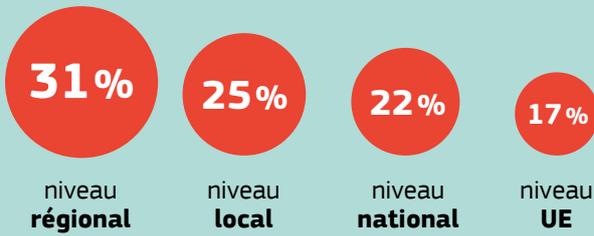
Ces réponses correspondent aux priorités de financement pour la période 2021-2027.

Gouvernance

Les décisions importantes relatives au financement régional de l'UE sont prises à un niveau proche des citoyens

Les Européens soutiennent cette gouvernance décentralisée

LES DÉCISIONS RELATIVES À LA POLITIQUE RÉGIONALE DE L'UE DEVRAIENT AVANT TOUT ÊTRE PRISES AU...



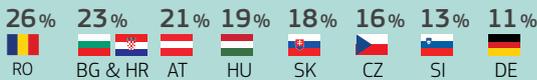
Coopération régionale

Niveau de connaissance pour les États membres impliqués dans chaque macrorégion

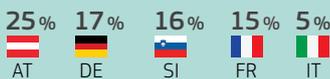
Coopération autour de la mer Baltique



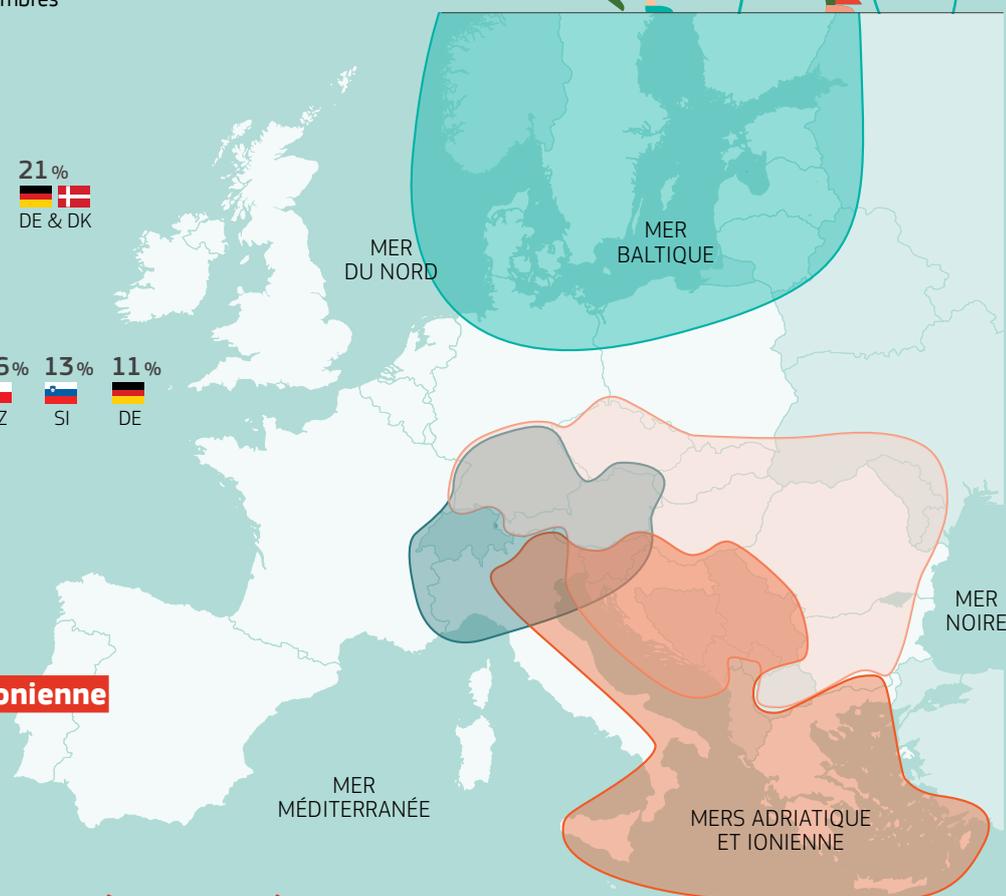
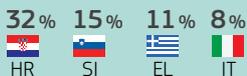
Coopération autour du Danube



Coopération autour de la région alpine



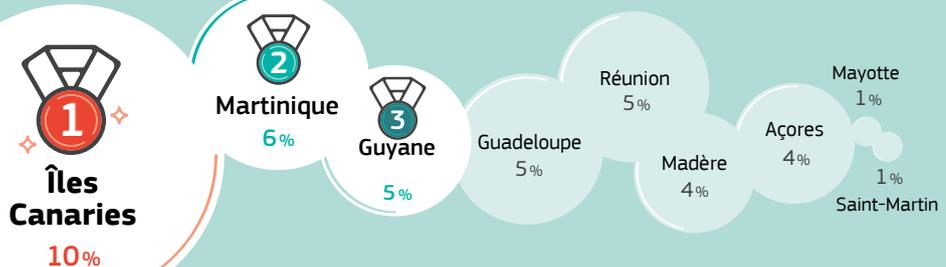
Coopération autour de l'Adriatique et la mer Ionienne



Régions ultrapériphériques

L'Union européenne au-delà de l'Europe: les régions ultrapériphériques les plus connues

Niveau de connaissance





REGIOSTARS

2 0 1 9

Les **24 finalistes des prix REGIOSTARS de cette année** ont été sélectionnés par un jury indépendant chargé d'identifier les projets les plus remarquables d'Europe. Le lauréat de chacune des cinq catégories principales de projets, et celui du prix du public, a reçu son prix durant la Semaine européenne des régions et des villes 2019, organisée à Bruxelles, en Belgique, du 7 au 10 octobre.

Les catégories de prix pour 2019 sont les suivantes:

- ★ PROMOUVOIR LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE
- ★ CONNECTER LE VERT, LE BLEU ET LE GRIS
- ★ LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ET LA PAUVRETÉ
- ★ CONSTRUIRE DES VILLES RÉSILIENTES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE
- ★ MODERNISER LES SERVICES DE SANTÉ

PROMOUVOIR LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE



Energy Cells GR – Sarrebruck, Allemagne (INTERREG V-A France, Belgique, Allemagne, Luxembourg)

Le projet vise à intégrer de grandes parts d'énergie renouvelable dans les systèmes électriques de la Grande Région. Chacune des quatre cellules énergétiques est une centrale virtuelle équilibrant la production et la consommation d'électricité en utilisant les capacités de stockage des cellules ou en échangeant l'énergie excédentaire avec d'autres cellules interconnectées via des réseaux intelligents au niveau du réseau de distribution.

<http://www.izes.de/fr>

Bibliothèque numérique Librarium – Estrémadure, Espagne (FEDER)

Le département de l'éducation du gouvernement régional de la Communauté autonome d'Estrémadure a rendu l'accès à la bibliothèque numérique Librarium gratuit pour toutes les écoles publiques aux niveaux pré-universitaires. L'objectif de cette plateforme de prêts numérique et des clubs de lecture virtuels consiste à promouvoir la lecture et l'éducation aux médias et à l'information. Le projet comprend également la distribution de liseuses, de tablettes et d'ordinateurs dans les écoles.

<http://librarium.educarex.es>



CONNECT innovation bai! – Irun, Espagne (INTERREG V-A Espagne, France, Andorre)

En aidant les entreprises à se préparer à la 4^e révolution industrielle, y compris l'internet des objets, l'hyperconnectivité, les mégadonnées, l'impression 3D, la robotique, etc., le projet entend créer des emplois et des opportunités pour la population locale, stimulant ainsi l'innovation, la créativité et l'économie numérique.

<https://www.bidasoa-activa.com/index.php>

Données ouvertes dans la région de Stockholm – Ville de Stockholm, Suède (FEDER)

Vingt-six municipalités de la région collaborent pour rendre les données municipales accessibles au public, en particulier pour répondre aux besoins des PME de stimuler l'innovation et la croissance. Elles élaborent des processus et des outils communs, assurent les prérequis techniques et collaborent avec les entreprises et d'autres organisations afin de pouvoir transposer les résultats au niveau national au profit des 290 municipalités suédoises.

<https://stockholm.se>



CONNECTER LE VERT, LE BLEU ET LE GRIS

WINNER



CobBauge – Plymouth, Royaume-Uni (INTERREG France (Manche) Angleterre)

Un nouveau matériau innovant a été mis au point pour servir dans des cloisons en matériaux composites dans des maisons hautement performantes et efficaces sur le plan énergétique qui sont confortables, plus saines et dont le fonctionnement est bon marché. Ce produit repose sur une ancienne méthode de construction recourant à la terre et aux fibres qui a été adaptée aux méthodes de construction modernes, combinant ainsi patrimoine culturel et conception de bâtiments modernes intelligents.

<http://www.cobbauge.eu/>

LOS_DAMA! – Munich, Allemagne (INTERREG Programme Espace alpin)

Le projet a organisé sept pilotes locaux dans l'espace alpin et créé un parc interrégional dans le nord de Vienne pour sensibiliser sur l'importance des espaces verts. Cette infrastructure verte améliorée peut servir à rendre les villes plus vertes dans d'autres régions métropolitaines au-delà des Alpes.

https://www.alpine-space.eu/projects/los_dama/en/home



Le réseau de chaleur Amiens Énergies – Amiens, France (FEDER)

Afin de mener la transition énergétique dans la région, la ville d'Amiens a développé un outil destiné à améliorer le quotidien de ses citoyens et de garantir de faibles émissions de carbone. Soutenu par la SEMOP, un partenariat public-privé, le réseau de chaleur de 47 km chauffera 19 000 maisons à partir de cinq sources d'énergies renouvelables.

<http://www.amiens-energies.com>

CAPTURE – Flandre, Belgique (FEDER)

L'initiative CAPTURE vise à rassembler des scientifiques de différentes disciplines afin de collaborer avec les gouvernements locaux, régionaux et nationaux et les industries dans le but de rendre la planète plus durable en collectant et réutilisant de précieuses ressources au sein de l'économie circulaire.

<https://capture-resources.be/>



ECOMARE – Aveiro, Portugal (FEDER)

Dans la région du Centre du Portugal, le port d'Aveiro, situé le long de la lagune de Ria de Aveiro, œuvre afin de protéger les ressources biologiques marines et favoriser la biotechnologie bleue et l'aquaculture durable. Les oiseaux marins, les tortues marines, les phoques et les dauphins sont secourus et remis en liberté, alors que l'économie bleue propose de nouveaux services et produits inspirés par l'océan.

<http://www.ua.pt/>

WINNER

LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ET LA PAUVRETÉ



Good support – Koszalin, Pologne (FSE)

Le projet Good Support est un partenariat innovant visant à améliorer l'accessibilité des services sociaux dans la voïvodie de Poméranie occidentale, en Pologne. Reposant sur une application web disponible sur les ordinateurs et intégré dans une application de téléphone mobile, ce système autonome relie les utilisateurs locaux, comme les services de soins municipaux ou de tutelle, sans passer par un télécœur onéreux.

<http://www.ndsfund.org>

EUMINT – Bolzano, Italie (INTERREG Italie, Autriche)

Dans un effort visant à renforcer la coopération transfrontalière institutionnelle entre l'Italie et l'Autriche, EUMINT relève les défis sociaux, économiques, politiques et culturels inhérents à la migration. Il cible l'intégration transfrontalière, civique et professionnelle, trois questions importantes liées à l'intégration des demandeurs d'asile et des réfugiés.

www.eurac.edu/eumint



Projet WISE – Donegal, Irlande (FSE)

Le projet «Women's Integrated Skills & Employment» aide les femmes à retourner au travail, reprendre des études ou débiter une activité indépendante. Les conseillers en matière d'emploi proposent leur aide pour la création de CV, les lettres d'accompagnement et les aptitudes lors d'un entretien, la négociation, l'accès à l'emploi et aux opportunités éducatives, les conseils en matière d'activité indépendante, la confiance et le développement de la motivation, la création d'opportunités, et le financement pour des cours agréés à court terme.

<https://www.people-1st.co.uk/programmes/wise-roi>

Jacob@ccess – Jaca, Espagne (INTERREG V-A Espagne, France, Andorre)

Le pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle, un des itinéraires de pèlerinage les plus fréquentés au monde, consiste en un vaste réseau de 80 000 km de routes traversant 28 pays. Bien qu'il ait bénéficié d'une importante reconnaissance internationale depuis les années 1980, il reste impraticable aux personnes atteintes d'un handicap ou de problèmes de mobilité. L'objectif de Jacob@ccess est de rendre les chemins de Saint-Jacques de Compostelle plus accessibles à tous.

<http://www.jaca.es>



Prévention de l'exclusion liée au logement – Lahti, Finlande (FSE)

Le projet se concentre sur le développement de structures de services urbains et l'utilisation à bon escient de l'expertise des réseaux à plusieurs acteurs afin de privilégier la prévention plutôt que la lutte contre l'exclusion liée au logement. Des stratégies préventives de lutte contre le sans-abrisme s'appuieront sur l'expérience d'experts et la participation des bénéficiaires pour mettre en place de nouvelles méthodes fonctionnelles dans ce domaine.

<https://www.ara.fi/en-US>

CONSTRUIRE DES VILLES RÉSILIENTES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Climate Active Neighbourhoods – Francfort-sur-le-Main, Allemagne (INTERREG Europe du Nord-Ouest)

Depuis 2016, le projet CAN améliore la capacité des municipalités à mettre en œuvre plus efficacement leurs stratégies d'action climatique en utilisant une approche de voisinage pour accroître le rendement énergétique. Les résidents des zones défavorisées peuvent prendre des mesures en faveur du climat au niveau local en apportant des améliorations énergétiques à leurs maisons, une solution incontournable pour réduire la pauvreté énergétique et les émissions de CO₂.

<https://www.climatealliance.org>



CityWalk – Dornava, Slovénie (INTERREG Programme transnational pour le Danube)

En s'intéressant à la forme la plus simple de mobilité urbaine, la marche, le projet CityWalk propose des concepts et des solutions d'accessibilité piétonnière intelligents et innovants pour répondre aux besoins des citoyens, lutter contre le changement climatique, améliorer la qualité de l'air et réduire la pollution sonore.

<http://www.interreg-danube.eu/approved-projects/citywalk>



RANTA – Helsinki, Finlande (FEDER)

Le projet RANTA a adopté le paquet «Économie circulaire» de l'UE et le Plan national de Finlande relatif aux déchets dans le but de trouver et tester des méthodes innovantes pour réutiliser les matériaux de construction lors de leur phase de démolition et de démontage. Les cas d'essai visaient des bâtiments publics et ont été menés avec les villes participantes et les partenaires du projet.

<http://www.gnf.fi>



Living Labs Brussels Retrofit – Bruxelles, Belgique (FEDER)

Le projet Living Lab Brussels Retrofit du FEDER favorise la rénovation des logements à Bruxelles, en Belgique, en créant des espaces dédiés à l'expérimentation et l'innovation. L'objectif consiste à développer un marché de volume pour les rénovations éco-énergétiques en développant le savoir-faire et en améliorant la coopération avec le secteur de la construction.

<http://wtcb.be>



R-SOL-E – Belišće, Croatie (INTERREG IPA CBC Croatie-Serbie)

Trois autorités locales en Croatie et en Serbie ont uni leurs forces pour démontrer qu'il est possible de parvenir à l'efficacité énergétique en recourant aux énergies renouvelables. Les partenaires du projet ont installé six centrales solaires, 100 poteaux d'éclairage public à énergie solaire et une station de recharge pour voitures électriques. Ils ont également mis en place des Plans d'action en faveur de l'énergie durable et de nouveaux cours.

<https://www.belisce.hr>



MODERNISER LES SERVICES DE SANTÉ



Orsi Academy – Melle, Belgique (FEDER)

L'Academy est mondialement reconnue en tant que centre de formation et d'expertise dans les nouvelles technologies, notamment en chirurgie mini-invasive et en chirurgie robotique. Grâce à un projet d'investissement ambitieux à Gand, en Belgique, Orsi a construit un écosystème unique dans lequel médecins, scientifiques, ingénieurs et industriels se connectent pour démontrer et faire progresser des technologies médicales innovantes, améliorant ainsi la qualité et la sécurité des soins de santé modernes.

<http://www.orsi.be>

eMEN – Diemen, Pays-Bas (INTERREG Europe du Nord-Ouest)

L'augmentation actuelle des maladies mentales sollicite davantage la société et l'économie. La santé mentale en ligne a un rôle important à jouer pour relever ce défi, même si l'intégration de cette technologie de rupture dans les systèmes de soins de santé mentale nécessite une approche pluridisciplinaire et une coopération transfrontalière.

<https://www.arq.org/en>



Cross Border Community Paramedic Project – Londonderry, Royaume-Uni (INTERREG V-A Programme)

Les secouristes communautaires sont des ambulanciers hautement formés qui ont suivi une formation spécialisée pour pouvoir soigner des patients dans leurs maisons et communautés au lieu de les emmener dans des services d'urgence débordés. Le projet CAWT effectue des pilotes dans quatre zones frontalières éloignées/rurales en République d'Irlande, en Irlande du Nord et en Écosse.

<http://www.cawt.com>

Oulu Sote Labs – Oulu, Finlande (FEDER)

Le projet a créé la technologie de santé OuluHealth Labs et un environnement d'innovation, de test et de développement des services sociaux. Les laboratoires offrent aux entreprises un espace pour développer leurs produits tout en permettant aux idées générées par les professionnels de la santé et des services sociaux d'être mises en pratique.

<http://ppshp.fi>



EFFIC'ASTHME – Paris, France (FEDER)

L'objectif de ce projet est de mieux former les parents des 5,5 millions d'enfants en Europe atteints d'asthme, réduisant ainsi le risque de crises graves et d'admissions à l'hôpital. L'application mobile Effic'Asthme recourt à différents scénarios de crise d'asthme pour aider les parents de très jeunes enfants à identifier les symptômes et à fournir les soins appropriés.

<http://ilumens.fr/>

Développement régional et politique de cohésion après 2020

Le 29 mai 2018, la Commission européenne a présenté les propositions du paquet législatif pour la période de programmation 2021-2027, y compris le règlement portant dispositions communes (RDC), le règlement Interreg, le règlement sur le mécanisme transfrontalier européen et les règlements spécifiques à chaque Fonds pour le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds de cohésion, ainsi que pour le Fonds social européen plus (FSE+).

Le RDC prévoit un ensemble commun de règles pour sept fonds sous gestion partagée, le FEDER, le Fonds de cohésion, le FSE+, le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), le Fonds asile et migration (FAMI), le Fonds pour la sécurité intérieure (FSI), et l'instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas (IGFV). Un manuel unique facilitera la vie des gestionnaires et des bénéficiaires de programmes ainsi que les synergies, entre ces fonds et les autres instruments budgétaires de l'UE.

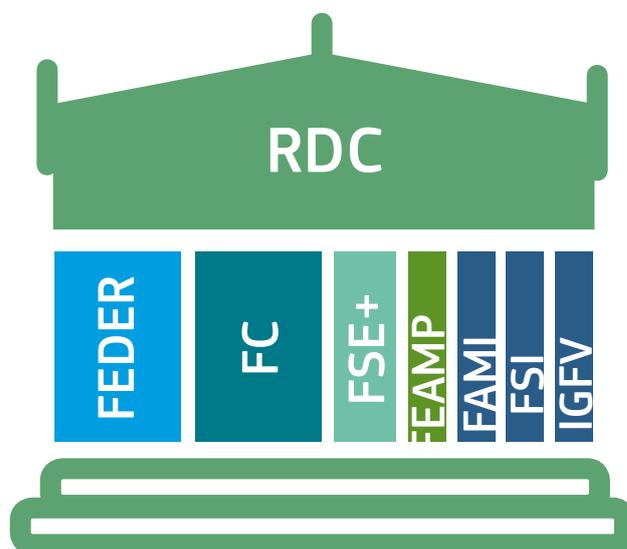
Les propositions relatives à la politique de cohésion post-2020 visent à simplifier, moderniser et assouplir la politique, tout en maintenant des conditions claires pour sa mise en œuvre et en garantissant un lien plus opérationnel avec le Semestre européen. Ces objectifs se reflètent dans l'accent mis sur les priorités qui aideront l'Europe à rester compétitive et à s'adapter à la mondialisation et aux évolutions technologiques tout en laissant une plus grande marge de manœuvre au niveau de la programmation.

Les propositions réglementaires proposent un ensemble de priorités plus réduit et plus moderne, pour bâtir une Europe intelligente, verte, à faible émission de carbone, plus sociale et connectée, et plus proche de ses citoyens. Les 11 objectifs thématiques ont été réduits à 5 objectifs politiques, et les processus de développement et de mise en œuvre d'approches intégrées ont été simplifiés.

En outre, un train de véritables mesures de simplification comprend la suppression de la procédure de désignation, l'introduction du principe d'audit unique, la proposition de règles radicalement plus simples pour la TVA, l'ajout de possibilités supplémentaires pour recourir aux options simplifiées en matière de coûts, des règles plus simples relatives aux instruments financiers, ainsi que des processus de déclarations, de programmation et de mise en œuvre considérablement allégés, en général.

Parmi les principales évolutions pour Interreg figure la couverture de toutes les frontières extérieures de l'UE par le règlement Interreg, plutôt que par différents règlements portant sur différents types de frontières en vertu du système précédent. Autres nouveautés, une approche plus stratégique de la coopération maritime, des instruments interrégionaux innovants et le mécanisme transfrontalier européen. Des programmes transfrontaliers pourront désormais se concentrer davantage sur la coopération institutionnelle, résoudre les problèmes frontaliers, et investir dans des services communs d'intérêt public.

De plus, les engagements vis-à-vis du Programme urbain ont été renforcés avec l'initiative urbaine européenne, qui propose une nouvelle approche cohérente aux villes en fusionnant des outils distincts en un paquet unique.



Principales caractéristiques du prochain budget de l'UE



Plus de financement pour les domaines prioritaires



Un nouveau mécanisme pour protéger le budget de l'UE des risques financiers liés à l'État de droit



Une attention particulière portée à la valeur ajoutée européenne et à la performance



Moins de bureaucratie pour les bénéficiaires



Un budget plus flexible avec une architecture plus claire et moins étoffée

Par rapport à la période de programmation 2014-2020, les propositions comprennent moins de «conditions propices», bien que plus concrètes, à respecter avant que les projets ne soient sélectionnés et tout au long de la période de programmation. Les recommandations propres à chaque pays seront également prises en considération au début de la programmation et durant l'examen à mi-parcours. La concentration thématique du financement de l'UE sur les principales priorités garantira que la politique de cohésion reste axée sur les sujets essentiels pour la compétitivité et les ajustements structurels face aux défis posés par la mondialisation et les évolutions technologiques, tout en évitant de fragmenter les ressources.

L'ensemble du processus de programmation vise la performance, avec un examen à mi-parcours de tous les programmes en 2024 afin d'utiliser pleinement les allocations pour 2026 et 2027, sur la base des résultats du programme et des défis identifiés au sein du processus du Semestre européen et de la situation socio-économique. Cela garantira le juste équilibre entre la flexibilité requise dans un exercice de programmation de neuf ans et la stabilité nécessaire du cadre d'investissement.

État des lieux

Lors de sa réunion des 13 et 14 décembre 2018, le Conseil européen a convenu de mettre tout en œuvre pour parvenir à un accord sur le cadre financier pluriannuel (CFP) lors du Conseil européen de l'automne 2019. En d'autres termes, les discussions avec le Parlement sur le CFP, y compris les aspects inhérents au CFP des propositions sectorielles qui feront partie de la version finale du cadre de négociation, ne pourront débuter qu'après. Nous savons d'expérience qu'un accord final sur le CFP ne pourra donc être conclu que vers la moitié de l'année 2020 et que les propositions sectorielles ne seront finalisées qu'ensuite, à un rythme considérablement plus lent que ne le souhaitait initialement la Commission.

La présidence a présenté un projet de cadre de négociation révisé en juin 2019, comprenant, entre autres, des éléments du CFP et des règlements propres aux fonds sur lesquels le Conseil doit encore se positionner. Ces éléments concernent les allocations financières, les conditions macroéconomiques, les transferts entre les fonds et vers d'autres instruments de l'UE, le préfinancement, le cofinancement, le dégagement et la concentration thématique pour le FEDER et le FSE+.

Depuis l'adoption du paquet législatif de la politique de cohésion en mai 2018, les colégislateurs ont réalisé des progrès considérables pour déterminer leurs positions respectives.

Entre la mi-février et début avril 2019, au cours de la première lecture, le Parlement européen a défini sa position sur tous les éléments du paquet législatif de la politique de cohésion. Dans un premier temps, le Conseil a avancé plus lentement mais, en juin 2019, il s'était positionné sur la majorité du paquet législatif et avait approuvé un mandat de négociation partiel sur toutes les parties du RDC (à l'exception des éléments liés au CFP).

Néanmoins, le mandat du Parlement arrivant à échéance, seuls trois trilogues entre des représentants du Parlement, du Conseil et de la Commission ont pu avoir lieu avant les élections européennes de mai 2019. Bien qu'aucun accord politique n'ait été trouvé, une forme d'accord provisoire sur de nombreux articles liés notamment à la programmation a été conclue. Le processus reprendra rapidement lorsque le nouveau Parlement prendra ses fonctions à l'automne 2019. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://europa.eu/!xj38Db>



Instruments financiers: Quoi de neuf pour l'après-2020?

Les instruments financiers, utilisés pour atteindre les objectifs sous-jacents des programmes de la politique de cohésion, présentent deux caractéristiques distinctes: ils sont renouvelables et ont un effet de levier.

Les instruments financiers peuvent profiter à différents destinataires finaux en soutenant une série d'objectifs de développement permettant aux Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) de mobiliser des contributions publiques et privées ou d'être réutilisés pour des investissements ultérieurs.

Leur fondement économique plus large consiste à lutter contre les déficits de financement et les situations d'investissements sub-optimaux, c.-à-d. lorsque des projets financièrement viables ne sont pas financés par le secteur privé ou ne sont financés qu'à des conditions inappropriées. Dans ce contexte, les instruments financiers prennent tout leur sens en tant que mécanismes de mise en œuvre de la politique pour les activités qui génèrent des revenus et des économies de coûts, et dans l'optique de «faire plus avec moins».

Les produits financiers peuvent comprendre des prêts, des garanties ou des fonds propres, voire une combinaison de ces produits, selon le type d'activité et le destinataire final. Lorsqu'une partie de l'investissement à soutenir ne génère pas de revenus ni d'économies de coûts, elle pourrait être soutenue par une combinaison de subventions et de produits financiers sous couvert d'un instrument financier des Fonds ESI.

Ambitions pour la période de programmation 2021-2027

Au cours de la période de programmation 2021-2027, alors que les ressources de la politique de cohésion devraient diminuer, l'importance globale des instruments financiers devrait augmenter. Ce fait repose sur l'objectif général de susciter des investissements sur le terrain tout en maximisant les investissements privés avec un soutien public minimal, en tenant compte des objectifs globaux de la politique de cohésion en matière de cohésion économique, sociale et territoriale. Les instruments financiers pourraient être utilisés pour répondre à tous les objectifs politiques.

Dans ce contexte, la Commission européenne devrait consolider leur importance en tant que moyen de mise en œuvre de la politique de cohésion et étendre leur portée au-delà du soutien aux PME ou à l'efficacité énergétique. La période de programmation actuelle a déjà démontré certains exemples prometteurs d'instruments financiers soutenant d'autres secteurs, ainsi que l'utilisation d'instruments de fonds propres qui peuvent agir comme catalyseurs sur les écosystèmes d'innovation régionaux. Il est donc possible d'étendre l'allocation de ces instruments à la prochaine période.

Principales améliorations envisagées

Les instruments financiers représenteront un mécanisme de mise en œuvre clé pour les investissements en 2021-2027, qui généreront des revenus et des économies de coûts. À cette fin, les dispositions qui les concernent dans le règlement por-

tant dispositions communes (RDC), tel que proposé par la Commission européenne, ont été uniformisées et mises à jour pour garantir une mise en œuvre plus efficace, plus facile et plus rapide. De manière générale:

- D'emblée, les instruments financiers seront mieux intégrés dans le processus de programmation et de mise en œuvre, et l'évaluation *ex ante* sera uniformisée en conséquence.
- Les autorités de gestion disposeront des mêmes options de mise en œuvre flexibles de base (gestion sous la responsabilité de l'autorité de gestion ou gestion directe par cette dernière) même si les conditions inhérentes ont été simplifiées.
- La combinaison au niveau du fonds avec des instruments financiers européens sera possible sous couvert d'un ensemble de règles, à savoir celles d'InvestEU, via une contribution à ce programme.
- Une plus grande flexibilité est proposée pour combiner des subventions et des instruments financiers au titre du RDC. Par exemple, les réductions de capital suivant les règles de l'instrument financier permettront d'étendre l'utilisation d'une combinaison dans une opération.
- Les règles d'éligibilité ont été clarifiées, et les règles relatives aux frais de gestion et honoraires ont été simplifiées tout en restant fondées sur les performances afin d'encourager une gestion efficace.
- Les règles de paiement ont été considérablement simplifiées tout en maintenant le lien crucial entre les paiements aux instruments financiers et les sommes correspondantes versées aux destinataires finaux.
- La codification des fonds récupérés et du recyclage des fonds a été simplifiée.
- Il n'y aura pas d'établissement de rapports distincts concernant les instruments financiers, étant donné qu'ils seront intégrés dans le même système d'établissement de rapports que toutes les autres formes de financement.

Contribution au compartiment «États membres» d'InvestEU

La prochaine période de programmation sera également caractérisée par la coexistence d'instruments financiers de gestion partagée et d'InvestEU avec son compartiment «États membres». Cette option supplémentaire pour la mise en œuvre est proposée aux États membres sous la forme d'une aide

remboursable afin de concrétiser les objectifs politiques des fonds participants. Pour atteindre les objectifs politiques sélectionnés, les États membres peuvent contribuer au compartiment «États membres» lors de la phase de programmation de l'accord de partenariat/au niveau du programme ou durant la phase de mise en œuvre.

Le principal avantage pour un État membre contribuant à InvestEU est la possibilité de mobiliser un montant de financement privé considérable pour les destinataires finaux, alors que la mise en œuvre repose sur le cadre juridique et institutionnel d'InvestEU défini sous la responsabilité de la Commission. En outre, le cofinancement national n'est pas requis, bien qu'un passif éventuel calibré sur la base du risque doive être mis en place par l'État membre.

En vertu du programme InvestEU, le fonds InvestEU comporte un compartiment «États membres» pour chaque politique. Selon la proposition de la Commission, la contribution des États membres au compartiment «États membres» peut s'élever jusqu'à 5% des fonds en vertu de la gestion partagée afin de bénéficier de la garantie de l'UE. En d'autres termes, 38 milliards d'EUR disponibles dans le cadre du compartiment «UE» sont complétés par le budget d'un compartiment «États membres», ce qui augmente la capacité de couverture des risques pour les partenaires de mise en œuvre.

La contribution au compartiment «États membres», qui est facultative, devrait permettre d'aborder les défaillances du marché propres à chaque pays et les déficits d'investissement. La Commission conclut un «accord de contribution», un document détaillant le financement et la mise en œuvre, avec l'État membre concerné. Les contributions sont géographiquement délimitées au niveau national ou régional pour chaque politique. Grâce à cette contribution volontaire, les États membres peuvent bénéficier d'une notation de crédit élevée de la garantie de l'UE, octroyant aux investissements nationaux et régionaux une plus grande force de frappe tout en réduisant la bureaucratie. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://europa.eu/!uR88Bu>



Danemark: investir dans un futur innovant

Le terrain plat, la proximité de l'eau, la richesse du sol et parfois le climat rude ont façonné l'histoire et la culture du Danemark. Aujourd'hui, le niveau de vie élevé, le développement socio-économique, l'éducation et les compétences professionnelles, l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, la santé et les normes environnementales font de ce pays l'un des plus paisibles et des plus heureux au monde.

Officiellement, le Royaume de Danemark est le plus méridional des pays scandinaves, comprenant une péninsule, le Jutland, et un archipel de 443 îles, dont 74 sont habitées. Il comprend également les Îles Féroé et le Groenland, deux territoires autonomes de l'Atlantique Nord disposant de leurs propres gouvernements et parlements.

La plupart des plus grandes îles sont reliées par des ponts, dont le célèbre pont de l'Øresund construit entre la plus grande île de Seeland à la Suède, alors que des ferrys et de petits aéronefs desservent les plus petites. Ce pays nordique de six millions d'habitants compte quatre villes dont la population dépasse les 100 000 personnes, y compris la capitale Copenhague. Au sud, le Danemark partage une petite frontière avec l'Allemagne. Il est également entouré par un littoral s'étendant sur 8 750 kilomètres.

Les principales industries comprennent les éoliennes, les produits pharmaceutiques, les équipements médicaux, les machines et les équipements de transport, l'agroalimentaire et la construction.

Son économie est prospère, alors que la consommation des ménages et l'investissement constituent les principaux moteurs de sa croissance. La croissance du PIB réel a été estimée à 0,8% en 2018 et devrait augmenter pour atteindre 1,6% en 2019 et 1,3% en 2020.

Les réformes du marché du travail et des pensions ont contribué à des taux d'emploi historiquement élevés. Toutefois, le pays connaît une pénurie de travailleurs qualifiés, et le gouvernement perd du terrain sur ses objectifs de 2025 visant à stimuler la productivité et l'offre de main-d'œuvre.

Il est nécessaire de mieux équilibrer l'offre et la demande dans les compétences numériques, ce qui exige d'investir dans le développement des compétences pour la spécialisation intelligente, la transition industrielle et l'entrepreneuriat, en plus de mener des actions en matière de formation tout au long de la vie. De plus, augmenter le nombre de diplômés des programmes d'enseignement professionnel et de formations est essentiel pour garantir une offre suffisante de travailleurs qualifiés.

Le Danemark fait toujours partie des pays de l'UE où les dépenses pour l'éducation en pourcentage du PIB sont les plus élevées. Néanmoins, le taux d'abandon scolaire prématuré est passé à 8,8% en 2017, alors que le taux de décrochage des garçons est presque deux fois plus important que celui des filles, créant l'un des plus grands écarts entre les sexes au sein de l'UE. De récentes mesures visent à améliorer la qualité de l'éducation et des soins de la petite enfance afin de réduire le taux de décrochage et l'écart entre les sexes.

< Tietgenkollegiet et l'Université IT de Copenhague

En bonne santé

Le système de santé danois affiche de bons résultats, malgré l'inquiétude suscitée par le manque de médecins généralistes. Une nouvelle proposition vise à relever les chiffres tout en améliorant l'accès des patients aux soins de santé de base et en encourageant la pratique d'activités saines.

En tant que pionnier dans le déploiement de la santé en ligne, le pays dispose de systèmes informatiques bien développés dans les hôpitaux et les cabinets de médecine générale, ainsi que de bonnes communications numériques entre les secteurs de la santé. La nouvelle stratégie nationale de santé numérique 2018-2022 cible la numérisation et l'utilisation des données de santé à des fins de prévention et de soins tout en étoffant la stratégie d'assistance à l'autonomie 2013-2020.

La pauvreté et l'inégalité des salaires restent faibles, et le Danemark réalise des progrès dans quelques-uns des 10 objectifs de mobilité sociale définis en 2016. En 2018, une proposition visant à augmenter l'emploi parmi les personnes handicapées a été formulée. Récemment, des initiatives politiques ont été introduites afin non seulement de décourager l'arrivée de nouveaux migrants dans le pays mais aussi d'améliorer l'intégration de ceux qui s'y trouvent déjà.

Bien que l'économie danoise soit l'une des plus efficaces de l'UE sur le plan énergétique, une part considérable de sa transition vers une société à faibles émissions de carbone d'ici 2050 doit avoir lieu avant 2030. Dans un pays particulièrement sensible aux événements climatiques, il est essentiel d'investir dans la baisse des émissions et la limitation des risques de dommages découlant du changement climatique.

En réponse à l'engorgement croissant du réseau routier de haute qualité du Danemark, des plans d'électrification du réseau ferroviaire national ont été soumis. Le vélo est également devenu un mode de transport incontournable, en particulier dans les plus grandes villes qui proposent de vastes réseaux de pistes cyclables.

Le pays a également maintenu sa couverture élevée de réseaux fixes à large bande et de réseaux d'accès de nouvelle génération, et un accès en dehors des zones urbaines sera favorisé en améliorant la qualité des réseaux dans les zones rurales. Les premiers résultats des initiatives de la Stratégie numérique pour 2016-2022 ont renforcé la position mondiale du Danemark dans la numérisation des services publics.

Devenir plus intelligent

En général, le Danemark est à la pointe en matière d'innovation, bien que l'investissement privé dans la R&D soit de plus en plus concentré sur un nombre restreint de grandes entreprises. Alors que le taux d'emploi dans les entreprises à croissance rapide est inférieur à la moyenne de l'UE, des investissements ont été identifiés afin d'améliorer la croissance et la compétitivité des PME et augmenter l'efficacité du système de R&I.

Depuis janvier 2019, un changement important a lieu dans la mise en œuvre des fonds européens de développement régional. Un nouveau Conseil d'administration danois pour le développement et la croissance des entreprises coordonnera l'aide décentralisée aux entreprises, y compris l'enveloppe de 643 millions d'EUR allouée au titre de la politique de cohésion pour 2021-2027 par le Fonds européen de développement régional et le Fonds social européen.

Pour la période de programmation actuelle, la stratégie du FEDER est axée sur le développement des entreprises, l'innovation, le soutien aux entreprises, l'efficacité énergétique et des ressources, ciblant la compétitivité des entreprises afin d'exploiter leur potentiel de croissance.

À ce jour, le Danemark a bénéficié de 882 millions d'EUR de financements de la Banque européenne d'investissement, qui devraient mobiliser un total de 5,1 milliards d'EUR d'investissements. Les Fonds ESI ont également contribué à améliorer l'accès des PME au financement.

En outre, le plan Juncker soutient les promoteurs de projets et les investisseurs grâce à des initiatives telles que la plateforme européenne de conseil en investissement, qui fournit des conseils sur mesure afin de préparer et développer des projets d'investissement dans l'UE, et le portail européen de projets d'investissement, qui offre un service d'appariement entre des projets de qualité dans l'UE et des investisseurs potentiels dans le monde.



La réforme simplifie et recentre le système danois de promotion des entreprises

Après beaucoup de préparatifs, le Danemark a lancé une réforme de son système de promotion des entreprises plus tôt cette année, dont un élément important comprend un soutien des Fonds structurels de l'UE. Le directeur général adjoint Sigmund Lubanski de la Danish Business Authority évoque ces réformes avec *Panorama*.



Élément central du nouveau système de promotion des entreprises, le Conseil d'administration danois pour le développement et la croissance des entreprises, composé d'acteurs de tous bords, est chargé de mettre en place dans le pays un effort de croissance et d'activité qui soit cohérent, axé sur la demande, ancré localement et centré sur les besoins des entreprises.

L'objectif consistait à répondre aux attentes du commerce et de l'industrie de disposer d'un système de promotion des entreprises plus cohérent, efficace et axé sur la demande. Le système précédent était devenu déconcertant avec des initiatives et des ramifications qui se chevauchaient, et il était trop difficile pour les entreprises de s'y retrouver, alors que la qualité des services était variable.

Dans le cadre des efforts de simplification, un nouveau conseil des entreprises a été mis en place. Le Conseil d'administration danois pour le développement et la croissance des entreprises a repris les tâches des anciens forums régionaux sur la croissance en expliquant comment les fonds du Fonds social et régional de l'UE sont utilisés.

Quelles sont les tâches du Conseil?

Le Conseil a reçu pour mission de renforcer le développement du commerce et de l'industrie en favorisant une promotion des entreprises et du tourisme au Danemark qui soit cohérente, axée sur la demande et ancrée localement. Il a été mis en place avec un soutien précieux des entreprises, des municipalités et du marché du travail, et je sens une réelle volonté de fournir un effort décentralisé pour promouvoir les entreprises en faveur de la croissance et de l'emploi dans le pays.

Quels changements structurels ont été apportés au système danois?

Nous nous sommes concentrés sur un certain nombre de domaines clés pour créer un effort de promotion des entreprises ciblé et à l'épreuve du temps. Parmi les points clés: dans un premier temps, nous voulons une meilleure qualité et une plus grande accessibilité dans les services aux entreprises. C'est pourquoi, des centres d'affaires intermunicipaux ont été mis en place parallèlement à une plateforme numérique de promotion des entreprises, virksomhedsguiden.dk, afin de fournir des informations sur le lancement et l'exploitation d'une entreprise.

Ensuite, nous créons davantage de cohésion dans la promotion décentralisée des entreprises. C'est pourquoi, le Conseil a repris la responsabilité des fonds de promotion des entreprises aux forums régionaux sur la croissance, alors qu'une stratégie cohérente a été élaborée dans le même temps afin d'éviter les chevauchements.

La stratégie a été conçue avec une contribution du commerce et de l'industrie, des entreprises, des nouveaux centres d'affaires et d'autres parties prenantes régionales et locales. Une partie de l'effort implique la mise en œuvre par le Conseil de la consolidation du tourisme et des grappes d'entreprises du Danemark afin de créer des unités moins nombreuses mais plus fortes.

De même, il existe une nette division du travail entre le niveau municipal et les centres d'affaires intermunicipaux, d'une part, et les plans hautement spécialisés du gouvernement, d'autre part.

Dans le troisième point clé, nous cherchons à simplifier la promotion des entreprises publiques. Nous avons intensifié l'effort en faveur d'un entrepreneuriat basé sur les connaissances et simplifié

le système afin de ne plus avoir qu'un seul point d'accès pour les prêts et les fonds propres dans le Fonds de croissance, et un seul pour le financement par subvention pour l'innovation, le développement et la démonstration dans le Fonds d'innovation.

Comment sont utilisés les Fonds structurels au Danemark? Sur quels principes généraux s'appuie le Conseil pour mettre en œuvre ses efforts? Qu'est-ce qui est important et où l'accent est-il mis?

Les entreprises danoises se portent bien. Le Danemark fait partie des pays les plus productifs au monde, et le progrès économique a augmenté le taux d'emploi dans l'ensemble du pays. Historiquement, une bonne productivité représente le principal moteur de la croissance, bien que la croissance de la productivité soit faible depuis une vingtaine d'années. C'est pourquoi la productivité doit être renforcée en améliorant le niveau de compétences de la main-d'œuvre, en utilisant plus efficacement les ressources existantes, et en misant sur l'innovation et les progrès technologiques.

Le plan de mise en œuvre actuel du Conseil d'administration danois pour le développement et la croissance des entreprises repose sur cinq principes de base:

- Placer les besoins des entreprises au centre
- Créer une cohésion
- Accroître la productivité et créer de bonnes opportunités dans l'ensemble du pays
- Rendre l'effort convivial et transparent
- S'assurer que les efforts sont axés sur le numérique et les données.

Les quatre premiers principes sont issus de la loi sur la promotion des entreprises, tandis que le cinquième a été ajouté par le Conseil. Les membres du Conseil ont également choisi six priorités dans la promotion décentralisée des entreprises: la numérisation et l'autono-

misation; la main-d'œuvre qualifiée et l'inclusion sociale; la conversion verte et l'économie circulaire; l'entrepreneuriat; l'internationalisation; et l'innovation.

Cette approche est conforme aux objectifs des programmes des Fonds structurels de l'UE. Les domaines d'investissement du FEDER de l'UE durant cette période de programmation comprennent un renforcement de l'innovation dans les PME, une augmentation des entreprises en croissance, et des PME économes en énergie et en ressources. Dans le domaine couvert par le FSE, les domaines d'investissement sont l'entrepreneuriat et la création d'emplois, l'inclusion sociale, ainsi que la formation commerciale et la formation continue.

Au Danemark, les efforts de promotion des entreprises sont axés sur la demande. Pourquoi est-ce important, qu'est-ce que cela signifie en pratique, et quel avantage cela confère-t-il aux entreprises?

Le Conseil d'administration danois pour le développement et la croissance des entreprises a invité toutes les parties intéressées à faire part de leurs opinions lors de la préparation d'une nouvelle stratégie; dans un premier temps, via une série d'ateliers à travers le pays et, plus récemment, lors d'une conférence stratégique réunissant 300 participants. En même temps, le Conseil décentralisé a mis en place un dialogue approfondi avec les centres d'affaires, les organisations d'entreprises et les autres parties intéressées qui reconnaissent les besoins des entreprises en matière d'investissements et d'initiatives.

Nous mesurons également l'effet de nos efforts, à court et à long terme. Nous effectuons non seulement des évaluations régulières de centaines de projets des Fonds structurels durant leur durée de vie, mais nous les réévaluons également quelques années après leur clôture, lorsque leurs principaux résultats durables sont généralement visibles.

Nous recourons à un dispositif de mesure avancé pour comparer l'évolution des entreprises participantes à celle d'un groupe témoin qui n'a pas participé à des projets des Fonds structurels.

Comment a-t-il été possible d'associer de vastes efforts à l'échelon national avec la volonté de garder un œil sur les forces et les différences locales et régionales?

Nous avons bien progressé dans la détermination des besoins des entreprises, et je sens déjà une très bonne coopération locale et ancrée dans les entreprises autour de la réforme.

Les entreprises ont différents besoins et défis, dont certains sont définis et influencés par des facteurs locaux, et les ressources pour répondre à ces besoins varient également à travers le pays. C'est pourquoi, nous nous concentrons sur les points forts, la culture, les compétences et les structures d'entreprises à l'échelon local qui permettent de définir les besoins et les attentes des entreprises.

Ce n'est pas la seule raison pour laquelle nous cherchons à conclure des partenariats à l'échelle nationale; les efforts nationaux vont de pair avec un ancrage local et régional. Plus spécifiquement, les demandeurs doivent expliquer comment ils prendront en considération les conditions locales lorsqu'ils feront une offre pour une initiative nationale.

C'est précisément cette relation entre les initiatives nationales et l'ancrage local qui est importante lors de la réalisation des projets en cours.



Danemark

Le Royaume de Danemark s'étend sur environ 43 000 kilomètres carrés qui comprennent la péninsule du Jutland, un archipel de 443 îles, et deux territoires autonomes dans l'Atlantique Nord: les Îles Féroé et le Groenland. Il partage une frontière de 68 kilomètres avec l'Allemagne et est bordé de 8 750 km de littoral.

Population

5 806 081 habitants au 1^{er} janvier 2019, en augmentation ces dernières années avec plus de naissances que de décès, alors que l'immigration est plus importante que l'émigration.

Marché du travail

Au cours des 30 dernières années, le taux de chômage des femmes était généralement plus élevé que celui des hommes. Le taux d'emploi a atteint 76,9% en 2017, ce qui est supérieur à la moyenne de l'UE de 72,1%. En 2018, le taux de chômage des hommes était de 5,0% et celui des femmes de 5,2%. Le chômage des jeunes (15-24 ans) a atteint 11% en 2017, le 7^e taux le plus bas de l'UE.

Le niveau général d'éducation de la population a considérablement augmenté, passant de 19% pour les 25-64 ans en 1991 à près de 39% en 2017. L'éducation et les soins de la petite enfance couvrent actuellement 98,1% des enfants de plus de 4 ans.

Économie

Le PIB a augmenté de 1,2% en 2018 (ajusté pour tenir compte de l'évolution des prix). C'est le taux de croissance le plus bas depuis 2013, ce qui s'explique notamment par la consommation des ménages et l'augmentation des investissements. En 2018, le PIB par habitant s'élevait à 382 000 DKK, alors que la croissance réelle du PIB par habitant était de 0,7%. Depuis 2000, le développement économique stagne par rapport à la croissance moyenne dans l'UE: au cours de cette période, l'économie a progressé de 22% alors que la moyenne de l'UE avoisinait les 30%. La protection sociale enregistre les plus

grandes dépenses publiques avec environ 44% en 2017, alors que les soins de santé représentaient 16% en 2017.

Commerce

Depuis 1987, les exportations totales du Danemark ont dépassé les importations totales, entraînant un excédent de la balance des biens et des services durant cette période. Depuis 2008, l'évolution des importations et exportations de biens et services a entraîné de larges excédents, atteignant 119 milliards de DKK sur le commerce extérieur en 2018. Les produits pharmaceutiques, les pièces d'éoliennes, le pétrole, le vison, la fourrure et les aliments font partie des plus grands groupes commerciaux pour l'exportation de biens, tandis que les produits pharmaceutiques, le pétrole, les voitures et les produits électroniques représentent les plus importants secteurs d'importation.

Autres secteurs clés

L'agriculture danoise connaît d'importants changements structurels depuis de nombreuses années, privilégiant de plus grandes exploitations agricoles, mais en moindre nombre. La production porcine est l'activité économique la plus importante et la plus spécialisée de la production agricole, tandis que la production laitière représente la deuxième activité économique, alors que l'agriculture biologique produit 12% de tout le lait livré aux laiteries. De 2000 à 2008, le taux d'emploi dans le secteur de la fabrication a chuté de 27%, bien que le chiffre d'affaires de ce secteur, à l'exclusion des industries minières et extractives, ait augmenté de 66%. En 2018, le chiffre d'affaires de la fabrication de produits pharmaceutiques était trois fois plus élevé qu'en 2000. En 2002, le Danemark s'est inscrit aux objectifs de l'UE visant à atteindre des investissements d'au moins 3% du PIB dans la R&D. Dans le secteur public, les universités représentaient 71% de la R&D. Les réseaux fixes à large bande et les réseaux d'accès de prochaine génération sont accessibles à 95% des foyers; près de 71% de la population dispose au minimum des compétences numériques de base, ce qui est bien supérieur à la moyenne de l'UE de 57%.



Apprendre à se préparer à un avenir plus radieux

Un projet de quatre ans, doté d'un financement de 865 000 EUR du Fonds social européen, entendait mieux préparer les jeunes au marché du travail en misant sur l'éducation et les compétences nécessaires. L'initiative «College as a short cut to education», qui a eu lieu à Vrå Folkehøjskole dans le nord du Jutland, a mis au point un cours qui met particulièrement l'accent sur la motivation personnelle et la clarification pour soutenir les jeunes qui ont besoin d'aide dans le système éducatif. Elle a également ciblé des emplois dans les secteurs du bâtiment/de la construction et de la santé dans une région où les travailleurs qualifiés font défaut.



Le groupe cible était les jeunes entre 17 et 29 ans qui ont connu des difficultés dans leur scolarité normale et manquent de connaissances et d'ambition. Une majorité d'entre eux souffrent d'anxiété sociale, de dépression, d'autisme, de TDAH ou du syndrome d'Asperger, et certains sont d'anciens toxicomanes ou alcooliques. Alors que leur niveau d'instruction ne dépasse pas l'enseignement primaire, ils ne bénéficient d'aucune assistance publique et ne sont pas couverts par la loi relative aux services municipaux ni par la loi relative à l'emploi.

Au cours du projet, 158 participants ont terminé le cours, et 110 ont commencé ou terminé une formation depuis la fin du projet. Huit autres participants ont également décroché un emploi.

POUR EN SAVOIR PLUS:

<https://vraahojskole.dk/>

Bâtir l'économie circulaire

Un projet soutenu par le Fonds européen de développement régional se concentre sur la transition verte et l'économie circulaire à travers la collaboration et la conception de la chaîne de valeur afin de garantir l'utilisation optimale des ressources.

Durant le cycle de trois ans du projet, 37 entreprises ont acquis des connaissances sur l'économie circulaire et ont contribué à développer de nouveaux modèles commerciaux écologiques et à optimiser la chaîne de valeur.

Une des entreprises participantes est Komproment ApS à Aalborg, qui vend des matériaux de construction et développe des systèmes de toiture et de façade pour le marché danois et l'exportation. Grâce à une contribution de 502 000 EUR du FEDER, le projet a permis à l'entreprise de concevoir un modèle commercial vert, concret et fonctionnel qui a reçu considérablement plus d'attention et de commandes de la part des ingénieurs, des architectes et de l'industrie de la construction en général.

En 2018, Komproment a reçu le prestigieux prix européen Star Award pour les PME et le «Construction Environment Prize».

POUR EN SAVOIR PLUS:

<https://www.komproment.dk/home>





Un modèle d'efficacité énergétique et des ressources

Le FEDER a contribué à hauteur de 1,78 million d'EUR au projet «Sustainable Bottom Line» (Bæredygtig Bundlinje) dans la région du Grand Copenhague afin de rendre les entreprises plus économes en énergie et en ressources. À plus long terme, il a contribué à la transition verte du Danemark et à l'amélioration de la compétitivité des entreprises grâce à des économies de coûts ou à un développement déterminant des activités basé sur des «principes verts».

Le projet reposait sur l'hypothèse que les PME ne comprennent pas le potentiel de l'amélioration de l'efficacité énergétique et des ressources, bien qu'elles soient nombreuses à savoir qu'elles devraient envisager ce genre d'opportunités.

Durant l'initiative, qui s'est achevée en avril 2019, 101 entreprises ont développé des modèles commerciaux verts, ce qui a entraîné une baisse considérable de la consommation d'énergie et de matériaux, mais aussi des émissions de CO₂.

Travaillant sur les effets à court et long terme, le projet est parvenu à sensibiliser les entreprises sur le fait que les consommateurs demanderont davantage de viabilité de la part de leurs fournisseurs à l'avenir. Le projet a connu un tel succès et la demande est telle que l'expérience est désormais ancrée dans une nouvelle initiative «Sustainable Bottom Line 2.0». Cette dernière est mise en œuvre par Gate 21, un partenariat entre régions, municipalités, entreprises et institutions de la connaissance dans le Grand Copenhague, qui entend accélérer la transition verte et la croissance.

POUR EN SAVOIR PLUS:

<https://bit.ly/3OT30So>

Travailler sur l'inclusion sociale

«Spacious however» (Rummelig Imidt) est un projet d'inclusion sociale et d'emploi au centre du Jutland qui teste et élabore de nouvelles méthodes pour créer des emplois destinés aux personnes situées aux franges ou en dehors du marché du travail, afin de garantir une offre de main-d'œuvre considérable dans la région.

Le projet implique des municipalités, des partenaires sociaux et des entreprises dans le domaine de l'inclusion sociale du point de vue de l'emploi. La combinaison des compétences, des ressources et des connaissances des différents secteurs a permis de créer des débouchés pour le groupe cible.

Il collabore également avec des activités civiles ciblées, des réseaux d'entreprises, et des entreprises et conseillers d'économie sociale. Dans ces domaines, 14 activités ont été lancées pour développer de nouvelles initiatives destinées à différents groupes cibles.

Le Fonds social européen a fourni plus de 3 691 millions d'EUR pour le projet qui a mis en place neuf réseaux d'entreprises avec plus de 100 sociétés, afin de créer un marché du travail plus inclusif. En outre, le projet a lancé un plan d'économie sociale dans le but de fournir des connaissances utiles et susciter l'inspiration, ce qui profite notamment aux municipalités. Enfin, il a collaboré avec les conseillers en économie sociale de la région sur le développement des compétences.

En juillet 2019, 800 participants étaient attendus durant la période du projet; 520 ont enregistré des progrès jusqu'à présent, et 269 participants ont mené à bien leurs activités. Parmi eux, 89 ont décroché un emploi, et six sont employés dans une entreprise d'économie sociale. ■

POUR EN SAVOIR PLUS:

<https://www.rummeligimidt.dk/>





Renforcer la spécialisation intelligente au Portugal

En 2019 et 2020, les États membres mettront à jour leurs stratégies de spécialisation intelligente dans le cadre des négociations sur les programmes opérationnels du Fonds européen de développement régional post 2020. À cet égard, John Edwards, du Centre commun de recherche de la Commission européenne, explique comment le Portugal réfléchit à la mise en œuvre de la S3 et à l'amélioration de sa stratégie.

À cette même période l'année dernière, la région du Centre du Portugal fêtait un autre prix REGIOSTARS. Le Centre d'affaires et de services partagés à Fundão, à l'orée du parc national de la Serra da Estrela, a contribué à dynamiser la région. Dans des bâtiments autrefois vides mis à disposition par la municipalité, le Fonds européen de développement régional a financé des installations communes destinées à la recherche et au personnel, des bureaux, un incubateur d'entreprises, un FabLab numérique et un centre de formation, entre autres initiatives passionnantes. Le Centre héberge désormais 14 entreprises, dont quatre multinationales, et a permis de créer plus de 500 emplois qualifiés.

Toutefois, l'intérêt de ce projet récompensé pour les technologies de l'information et de la communication n'est pas un hasard. Il s'agit de l'une des priorités de la stratégie de «spécialisation intelligente» (S3) de la région du Centre. De plus, quelques sous-projets connexes sont liés aux autres priorités de la S3, comme la sylviculture, le tourisme et la santé.

Développer de nouvelles idées et des projets interdisciplinaires est l'objectif commun des quatre plateformes d'innovation de la région mises en place en 2015. Une telle «découverte entrepreneuriale» est la pierre angulaire de la spécialisation intelligente et, au Portugal, elle passe par l'attitude proactive des régions et la collaboration avec les entrepreneurs.

Des stratégies stimulantes

Fundão n'est pas la seule à montrer ce qui peut être réalisé grâce à une approche stratégique. Par exemple, c'est durant un groupe de travail sur la priorité des énergies renouvelables en Algarve que le projet Culatra 2030 a vu le jour. Visant à développer un système décentralisé de production d'électricité, il a récemment été sélectionné comme pilote par l'initiative «Énergie propre pour les îles de l'UE».

Un autre exemple est Madère, où la S3 tente de trouver de nouvelles opportunités au sein d'une industrie dominante existante, à savoir le tourisme. Un projet sur la conception de la cuisine industrielle de demain, qui implique l'université de l'île et une chaîne hôtelière basée à Madère, a ainsi vu le jour.

Découvrir et partager la S3

La spécialisation intelligente a donné aux régions du Portugal l'occasion de développer et d'ensuite améliorer leurs propres stratégies d'innovation. Il s'agit d'un processus d'apprentissage important étant donné que le Portugal n'avait jamais officiellement adopté de stratégies régionales d'innovation. C'est pour cette raison que les sept régions portugaises se sont réunies

« La spécialisation intelligente a donné aux régions du Portugal l'occasion de développer et d'ensuite améliorer leurs propres stratégies d'innovation. »

à Faro en mai 2019. Organisé par l'Algarve, l'atelier participatif a permis aux personnes en charge de la S3 de partager leurs expériences, leurs idées et leurs plans, et d'examiner les propositions de la Commission européenne sur la spécialisation intelligente après 2020.

Le jour suivant, les résultats de l'atelier étaient partagés avec des représentants du gouvernement portugais et un public international. Les participants ont été ravis d'entendre les points de vue de leurs homologues espagnols sur la coopération transfrontalière et de l'Agence italienne pour la cohésion au sujet du contrôle de la S3.

À Faro, le professeur Dominique Foray, qui a fortement contribué à l'élaboration et à la diffusion du concept de spécialisation

intelligente, a expliqué comment elle peut être améliorée. Avant tout, les régions ont besoin d'un processus continu de découverte, de préférence une fois que les priorités ont été définies plutôt qu'avant, l'objectif étant de créer une masse critique de projets connexes.



Toutes les personnes présentes ont salué l'accent mis sur la gouvernance de la S3 dans les règlements proposés. Les discussions animées et les présentations enthousiastes permettent d'affirmer que le potentiel d'innovation est considérable dans les régions portugaises. Améliorer les structures de gouvernance et les

opportunités pour les entrepreneurs, les chercheurs et bien d'autres ayant un intérêt où ils vivent est la meilleure manière de tenir cette promesse. ■

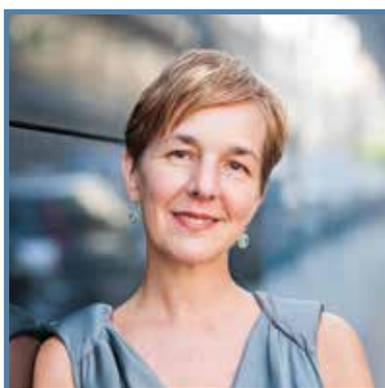


Gestionnaires de la RIS3 des sept régions portugaises, des Pays-Bas septentrionaux et de Macédoine orientale et de Thrace (Grèce), accompagnés d'experts pour les projets du CCR sur le Soutien ciblé à la mise en œuvre de la RIS3.



Tracer la voie vers une Europe urbaine

Aujourd'hui, le pouvoir des villes de changer la donne est plus évident que jamais. Il ne fait aucun doute que l'avenir de l'Europe dépend de la manière dont elle collabore avec ses villes, selon Anna Lisa Boni, secrétaire générale d'EUROCITIES.



L'importance du Programme

La déclaration de Bucarest reconnaît l'importance croissante des zones urbaines comme le niveau de gouvernance le plus proche des citoyens. Les ministres ont également reconnu le besoin de tirer parti des données rassemblées sur les villes et par ces dernières, par exemple à partir des partenariats du Programme urbain, en mettant davantage l'accent sur la dimension urbaine dans la politique européenne,

Nos efforts visant à promouvoir des sociétés égalitaires et inclusives, offrant un accès à des emplois de qualité pour tous, sont déterminants pour une Europe dans laquelle personne n'est laissé pour compte. Notre capacité à gérer la transformation numérique et à optimiser l'utilisation des nouvelles technologies est cruciale pour une Europe plus inclusive, plus efficace et plus juste. Tout aussi essentielle, notre capacité à lutter contre le changement climatique afin de concrétiser les engagements internationaux. Et, plus important, notre engagement continu envers les citoyens est l'occasion de combler le fossé qui se creuse actuellement entre les décideurs de l'UE et le public.

Trois ans après la création du Programme urbain pour l'UE, qui a marqué une étape importante pour l'Europe et les villes, et suite à la récente déclaration de Bucarest par les ministres en charge des affaires urbaines, qui a évalué l'état des lieux du Programme urbain, le temps est venu de se tourner vers l'avenir de la coopération entre l'UE et les villes.

et de le garder à l'esprit dans les autres «programmes» tels que la nouvelle Charte de Leipzig.

L'approche du partenariat, qui est intégrée dans le fonctionnement du Programme urbain, a créé un cadre propice à la cocreation de solutions impliquant plusieurs niveaux de gouvernement et des parties prenantes, qui n'auraient autrement pas pu voir le jour. EUROCITIES participe activement à tous les partenariats, apportant l'expertise sur le développement urbain d'un point de vue européen, et sur les défis liés aux règles et aux outils financiers de l'UE. À ce jour, ces partenariats ont généré de nombreux résultats remarquables, y compris:

- Une recommandation sur l'accès direct au financement de l'UE pour les villes en faveur de l'intégration des migrants et des réfugiés, afin de mieux faire correspondre les ressources allouées aux responsabilités locales;

- Un indicateur circulaire urbain afin de suivre la transition et améliorer la mise en œuvre des feuilles de routes élaborées au niveau local;
- Un accélérateur d'innovation pour les solutions numériques afin de stimuler la cocréation et la reproductibilité dans des villes d'Europe.

Il sera essentiel de s'assurer que ces résultats et recommandations seront pris en compte dès le départ dans toute future reproduction du Programme urbain.

Les évaluations des incidences urbaines ont également démontré leur utilité pour permettre aux experts de la ville de contribuer directement à l'élaboration des politiques de l'UE.

Elles offrent aux villes un canal direct leur permettant de partager leurs éventuelles inquiétudes sur les développements politiques avec les décideurs de l'UE. Dans cette optique, ils reconnaissent le rôle des villes en tant que responsables de la mise en œuvre d'une large gamme de lois européennes ainsi que l'importance de les inclure dans les procédures de gouvernance. Cette approche innovante de collaboration politique entre les différents niveaux de gouvernement devrait contribuer à améliorer les résultats dans la modélisation de la perspective mondiale de l'UE.

EUROCITIES est une plateforme politique destinée aux grandes villes européennes. Nous mettons en relation les gouvernements locaux de plus de 140 des plus grandes villes d'Europe et plus de 40 villes partenaires qui, entre elles, régissent quelque 130 millions de citoyens dans 39 pays.

Des villes fortes

Alors que les développements dans l'UE relatifs au Programme urbain ont été essentiellement positifs, certains de ses aspects peuvent encore être ajustés et améliorés. Renforcer l'implication dans les partenariats et leur impact serait un bon point de départ. Bien que l'engagement de la DG Regio envers ces partenariats doive être pleinement reconnu, les autres DG doivent tout autant s'impliquer, en particulier lorsqu'un partenariat est lié à l'orientation thématique d'une DG. Plus généralement, il serait logique d'avoir des accords communs au sein de la Commission en ce qui concerne le rôle de ses représentants dans chaque partenariat.

Le Secrétariat général, en tant que superviseur de l'implication de la Commission dans le Programme, devrait favoriser la réussite de la coopération entre l'UE et les villes. Cela refléterait mieux l'approche intersectorielle adoptée par les administrations communales en matière d'élaboration des politiques.

Nous voulons un leadership plus fort sur les affaires urbaines au niveau de l'UE. C'est pourquoi nous avons proposé la nomination d'un vice-président à la Commission chargé des affaires urbaines afin de garantir un dialogue continu avec les dirigeants urbains, une orientation stratégique et une meilleure coordination des politiques de l'UE pour les villes.

Un sommet annuel des dirigeants urbains de l'UE, rassemblant des dirigeants européens, nationaux et municipaux afin de définir un programme, des responsabilités et des actions communs, contribuerait également à harmoniser les affaires urbaines en s'appuyant sur les sommets informels du Conseil définis dans le Pacte d'Amsterdam (comme celui qui a résulté de la déclaration de Bucarest).

Le siècle urbain

Étant donné le lien étroit qui unit les défis européens et locaux, le processus décisionnel européen devrait bien comprendre et refléter la dimension locale et «urbaine». Recourir aux outils du Programme urbain pour inciter les villes à trouver des solutions aux défis communs permettra de créer une UE plus forte, en particulier si les résultats servent aux développements politiques européens à plus long terme.

Nous devons renforcer le dynamisme et l'appropriation du Programme urbain, en envoyant les «affaires urbaines» aux politiques de premier ordre, où elles appartiennent. En d'autres termes, garantir qu'il continue à se développer en un cadre stratégique cohérent, parallèlement à l'élaboration de la nouvelle Charte de Leipzig, qui soutient le rôle des villes dans l'UE.

Les villes abritent la plupart des Européens, veillons donc à ce que l'échelon urbain ait sa place dans le processus décisionnel à tous les niveaux. Mais retenons également les précieuses leçons de ces tentatives de gouvernance à plusieurs niveaux et rappelons-nous la raison principale de l'élaboration des politiques. Travailler avec les villes signifie travailler avec les citoyens. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

www.eurocities.eu

PROGRAMME YOUTH4REGIONS

Le programme Youth4Regions promeut la formation de la prochaine génération de journalistes spécialisés dans la politique régionale. Il encourage ces jeunes européens à communiquer sur les projets financés par l'UE.

Nous présentons ici deux autres articles soumis par de jeunes journalistes qui ont participé au concours de blogs YOUTH4REGIONS.



Milan bourgeoise

Francesca étudie actuellement pour décrocher une licence en économie et sciences sociales à l'Université Bocconi en Italie, où, grâce à son expérience acquise en travaillant pour un journal local durant sa première année, elle est désormais spécialisée en journalisme économique et d'investigation.



Moins de cinquante ans avant la naissance du Christ, le poète romain Virgile a exprimé sa tristesse suite à la perte de ses champs à travers les mots mélancoliques de Mélibée, un vieux campagnard contraint de s'exiler dans la ville de Rome. À l'époque, l'agriculture était la principale source de revenus des peuples d'Europe et d'Asie, qui vivaient essentiellement à la campagne, tandis que les zones métropolitaines étaient un haut-lieu pour les intellectuels et les hommes politiques.

Depuis lors, la situation a radicalement changé: la population active a acquis des compétences industrielles et s'est installée dans les centres urbains, alors que les terres cultivées ont été confinées dans des zones où l'agriculture est pratiquée à grande échelle. Entre ces deux extrêmes, une typologie stérile qui évolue lentement a vu le jour: les zones

«péri-urbaines» où se côtoient les caractéristiques urbaines et agricoles, avec des résultats parfois regrettables.

Un tel aménagement est inévitablement voué à l'échec: une nouvelle conscience environnementale prend actuellement le pouvoir, exigeant des produits locaux à faible coût qui sont difficiles à trouver dans un monde où la campagne est très éloignée des zones métropolitaines. En outre, l'homogénéité du capital humain fait défaut dans les zones municipales: le pourcentage de NEET (ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation) a considérablement augmenté ces dernières années; l'intégration des migrants dans les villes est toujours en cours; et de nombreux pays européens comme l'Italie connaissent une fuite des cerveaux parmi les chercheurs de haut niveau.

Et si le développement des zones péri-urbaines était la solution à ces situations? Les poèmes de Virgile trouveraient leur écho à notre époque; les zones métropolitaines en évolution rapide devraient prendre du recul et se rappeler leur passé bucolique.

C'est là qu'«OpenAgri» entre en scène: le projet financé par le FEDER, la projection italienne des Actions innovatrices urbaines, vise à contourner les difficultés sus-mentionnées qui découlent de la relation moderne entre la ville et la campagne. Il se concentre sur le Grand Milan, un parfait exemple de métropole en expansion très exigeante entourée de territoires stériles et semi-abandonnés qui ne servent actuellement ni de lieu de résidence ni de culture.

Avec le slogan «De nouvelles compétences pour de nouveaux emplois dans l'agriculture péri-urbaine», OpenAgri entend créer une synergie entre les ressources de la terre dans les centres péri-urbains et le capital humain et les avancées technologiques.

Conçu en 2016 par Rossana Torri, professeur à l'École polytechnique d'Italie, le projet est fermement soutenu par la municipalité de Milan qui a trouvé en OpenAgri un héritage de la politique attentive à l'alimentation de la ville et des incitations intéressantes pour les start-up, les PME innovantes et l'inclusion sociale.

Afin de comprendre le fonctionnement d'OpenAgri, nous devons présenter le nouveau centre du projet, Cascina Nosedo, un bâtiment rural situé dans la «frange urbaine» du Grand Milan. Ce laboratoire innovant et hautement technologique entend accueillir les activités de recherche les plus avancées de la mission, y compris OffiCucina, Aquaponics Greenhouse ainsi que le Centre de développement.

Le Centre de développement est de loin l'élément le plus fertile et révolutionnaire d'OpenAgri, visant à jouer un rôle de pionnier dans les activités agro-alimentaires péri-urbaines européennes. Il cible 18 activités sélectionnées qui se distinguent par leurs idées de pointe sur des solutions environnementales, technologiques ou sociales.

Par exemple, une innovation révolutionnaire pour optimiser la consommation d'eau est attendue de la part de «SMAF – Smart Agriculture for Flowers», qui entend mettre en œuvre un «projet d'agriculture de précision multifonctionnel impliquant la culture d'alimurgiches, des fleurs aromatiques et comestibles, en recourant à des solutions agricoles intelligentes».

Une autre activité notable est menée par IO P-ORTO, une coopérative qui propose un «processus de placement professionnel de migrants basé sur un ensemble d'activités comme: le jardin du monde, les jardins urbains, le modèle d'auto-cueillette géré par des migrants, et d'autres».

En conclusion, avec une aide importante de l'UE, la ville de Milan se lance dans une mission holistique et progressive visant à augmenter le niveau de sa durabilité alimentaire tout en créant de nouvelles opportunités de travail de haut niveau et en améliorant la cohésion sociale grâce à la régénération des zones péri-urbaines oubliées.

L'ambiance bucolique qui se dégage des lignes romantiques de Virgile a désormais été adaptée aux besoins de la vie urbaine du XXI^e siècle. La ville et la campagne ne sont plus des réalités distinctes et incompatibles mais elles sont en pleine transition en combinant de manière homogène les avancées technologiques typiques des zones métropolitaines avec la viabilité environnementale des espaces ruraux.

« Nous, chassés du pays de nos pères, nous quittons les douces campagnes, nous fuyons notre patrie. Toi, Tityre, étendu sous de frais ombrages, tu apprends aux échos de ces bois à redire le nom de la belle Amaryllis. »

Virgile, Églogue I



L'inclusion sociale pour un meilleur avenir grâce à la musique

Sortir les enfants de la rue et les placer dans un environnement social d'apprentissage, de discipline et de respect, tel est l'objectif d'Orquestra Geração, un projet soutenu par l'Union européenne qui porte ses fruits depuis 2007.

Tout a commencé à l'école élémentaire Miguel Torga, à Amadora, au Portugal, même si aujourd'hui, 22 écoles participent à cette initiative. Orquestra Geração, ou Génération Orchestre, est un projet d'action sociale organisé dans des écoles situées dans des zones problématiques. L'idée consiste à dispenser gratuitement aux élèves des cours de musique, en plus de leur scolarité normale, du premier au troisième cycle de l'enseignement primaire.

Le projet d'éducation musicale, cofinancé par le Fonds européen de développement régional avec plus de 350 000 EUR, repose sur une philosophie que ne vient pas d'Europe, mais

du Venezuela. En 1973, José António Abreu est allé de l'avant avec El Sistema, ou Le Système, un modèle qui a depuis été adopté dans le monde entier.

Excellent élève de musique et pianiste, José António a pu créer un outil destiné à autonomiser les enfants qui vivent dans des environnements défavorisés dans son pays. À partir de là, soutenu par plus de 900 000 étudiants et 10 000 enseignants, il a fondé le Système national vénézuélien des Orchestres de jeunes et d'enfants.

Ce modèle a été brillamment reproduit au Portugal. Orquestra Geração est géré par le Conservatoire national de musique et l'Association des orchestres symphoniques de jeunes du Système portugais pour les jeunes. Avec près de 80 enseignants dédiés à ce projet, la demande croissante commence à être satisfaite. Les élèves peuvent choisir un instrument d'orchestre symphonique, de percussion ou même de chœur. Cette diversité permet à chacun de jouer un rôle essentiel dans le groupe et renforce l'idée du travail collectif pour servir un intérêt commun.





Maria Inês espère obtenir son diplôme en communication/journalisme à l'Université de Porto au Portugal l'année prochaine. Avec un intérêt marqué pour les questions internationales, elle tire actuellement profit du statut de journaliste amateur en contribuant à différents journaux et magazines universitaires.



Selon Helena, la participation à un orchestre peut aider à résoudre les «difficultés» rencontrées par certains élèves et le «taux de décrochage élevé» enregistré dans ces écoles. Une pratique d'orchestre intensive et des cours de musique qui occupent les enfants durant leur temps libre facilitent leur intégration dans la société et favorisent leur développement et leur estime de soi. «Le travail d'équipe, la collaboration, l'engagement et le respect», sont, d'après Helena, les valeurs centrales de ce Geração.

L'inclusion est le mot-clé. Helena Lima, coordinatrice pédagogique d'Orquestra Geração, souligne l'importance de la création de ce réseau d'orchestres de jeunes pour garantir une expérience éducative complète pour tous, en particulier pour «les enfants et les adolescents vulnérables sur le plan social et scolaire». En réalité, le projet repose sur un solide élément social lié à l'éducation, qui contribue à améliorer quelques lacunes identifiées dans l'enseignement dans les écoles considérées comme problématiques.

À l'avenir, l'orchestre espère étendre ses activités et promouvoir le projet au-delà des frontières, en particulier dans les pays africains de langue portugaise. Pour l'instant, l'initiative répond à ses objectifs et de nombreux jeunes la considèrent comme une occasion unique de passer leur temps libre à étudier une partition ou à pratiquer une gamme qu'ils ne maîtrisent pas encore. Les projets d'intégration sociale de ce genre sont essentiels pour parvenir au développement total dans la société et lutter contre les inégalités. Et en avoir conscience est déjà le premier pas. ■

POINT D'INFORMATION

Suivre l'évolution des investissements dans le cadre de la politique de cohésion

En septembre 2019, la Commission a publié les dernières données relatives à l'évolution des investissements dans le cadre des programmes de la politique de cohésion 2014-2020. De juin 2018 à juin 2019, le volume global des investissements alloués à des projets dans l'économie réelle a augmenté de près de 90 milliards d'EUR. La part du budget de la politique de cohésion pour 2014-2020 engagée dans des projets s'élève à 81 % des 485 milliards d'EUR disponibles. En même temps, les paiements aux projets ont atteint 29,4 % du budget total, soit 143 milliards d'EUR.

1. En dehors des gros chiffres dans les titres, que nous apprennent ces données?

Les données détaillées fournissent des «cartes d'information» sur l'évolution des investissements par fonds, pays, thème et programme individuel. Par exemple, nous pouvons voir différents taux d'évolution sous chaque fonds de la politique de cohésion.

L'évolution dans les investissements varie également largement par pays: la Hongrie, les Pays-Bas, le Luxembourg et Chypre ont les taux les plus élevés en matière d'investissements de la politique de cohésion alloués à des projets (décidés). Les Pays-Bas, la Finlande, Chypre et la Suède occupent les premières places en termes de dépenses.

2. Pourquoi certains pays semblent constamment au-dessus ou en dessous de la moyenne de l'UE au fil du temps?

Il existe des variations importantes dans les taux des projets décidés et les dépenses par rapport aux taux moyens. Les variations dans les «taux décidés» s'expliquent en partie par les pratiques nationales dans la sélection de projets plus ou moins arrivés à maturité ou par les retards dans la procédure de sélection. Les retards dans les dépenses peuvent être liés à des facteurs tels qu'une sélection lente, une forte présence de projets d'infrastructures pluriannuels ou la sélection de projets moins avancés.

Pour en savoir plus, examinez ces données <https://t.co/AMPlOG-sUAb> qui expliquent comment lire le tableau le plus récent (le diagramme des «drapeaux volants») et comprendre certaines des éventuelles raisons de la variation des taux d'évolution.

Évolution des investissements de la politique de cohésion 2014-2020 par fonds à la fin juin 2019 (en milliards d'EUR)

	Total des investissements planifiés 2014-2020	Investissement total décidé en 06/2019	% décidé	Dépenses totales en 06/2019	% dépenses
FC	74,8	67,9	91 %	23,3	31 %
FEDER	278,9	225,4	81 %	75,2	27 %
FSE	120,7	91,1	75 %	38,7	32 %
IEJ	10,3	9,2	89 %	5,2	51 %
Total	484,8	393,6	81 %	142,5	29 %

Source: DONNÉES OUVERTES DES FONDs ESI <https://t.co/SisUVGjm6x>
Tableau interactif avec valeurs nominales en EUR: <https://t.co/SIVHNbsN78>

Évolution des investissements de la politique de cohésion 2014-2020 par pays à la fin juin 2019



Source: DONNÉES OUVERTES DES FONDS ESI <https://t.co/SisUVGjm6x>
Tableau interactif avec valeurs nominales en EUR: <https://t.co/kJHDLSeVmg>

3. Qui sera intéressé par cet ensemble de données?

Cet ensemble de données sera très utile à tout un éventail de parties prenantes et de chercheurs liés à la politique de cohésion. En août 2018, plus de 29 000 utilisateurs avaient visualisé l'ensemble de données, et près de 6 000 l'avaient téléchargé!

Ces données facilitent le suivi de l'utilisation des investissements planifiés. Étant donné la richesse de la programmation et des détails thématiques, sans oublier les aperçus annuels, il représente une importante source d'informations de référence sur l'évolution des investissements.

4. Comment ont été compilées les données?

Les programmes de la politique de cohésion recueillent les données financières des projets (sélectionnés) décidés et les

rapportent à la Commission trois fois par an, avec des dates butoirs fixées au 31 décembre, au 30 juin et au 30 septembre. La Commission compare alors ces données financières aux plans financiers des programmes. L'ensemble de données est régulièrement mis à jour pour refléter les corrections apportées par le programme.

Découvrir les données sur la plateforme de données ouvertes des Fonds ESI:

Sur la PDO des Fonds ESI, vous trouverez des tableaux pré-formatés des «finances mises en œuvre» proposant un aperçu des données réparties sur les pages «vue d'ensemble», «thème», «fonds», «pays» et «programme»: <https://cohesion-data.ec.europa.eu/overview>

Cet ensemble de données explique comment lire les diagrammes animés basés sur ces données financières: <https://t.co/AMPloGsUAb> ■

Y a-t-il un sujet que vous aimeriez que *Panorama* aborde dans sa section POINT D'INFORMATION?

Y a-t-il un ensemble de données que vous aimeriez voir figurer sur la Plateforme de données ouvertes des Fonds ESI?

Si tel est le cas, écrivez-nous: REGIO-EVAL@ec.europa.eu

Suivre la discussion sur Twitter [#ESIFOpenData](https://twitter.com/ESIFOpenData)

ou s'inscrire à notre lettre d'information: <https://europa.eu/!UM69Hx>



#CohesionEval2019

Investir dans notre futur commun

Les 20 et 21 juin 2019, Bucarest a accueilli la 8^e Conférence sur l'évaluation de la politique de cohésion de l'UE organisée par la Commission sous l'égide de la présidence roumaine du Conseil de l'UE. Le titre de la conférence, «Investir dans notre futur commun», rappelle le principe de solidarité inhérent à la politique de cohésion, et que, selon cette politique, mise en œuvre sous couvert d'une gestion partagée, la collaboration avec les États membres est essentielle.

Naugurant la conférence, la commissaire Crețu a insisté sur le fait que la politique soutient les investissements pour améliorer la qualité de vie des citoyens de l'UE. Dans le contexte du futur cadre financier pluriannuel (CFP), la commissaire a cité les principaux défis de la future politique de cohésion, en évoquant notamment des exemples concrets de réussites afin de constamment viser la performance dans l'élaboration des futurs programmes et le renforcement des liens avec le Semestre européen.

Le vice-Premier ministre roumain, M. Suciș, a accueilli les participants et souligné la capacité d'adaptation de la politique de cohésion qui se doit de rester pertinente malgré l'évolution des circonstances. Une intervention de la ministre roumaine des Fonds européens, Mme Mînzatu, a mis en évidence l'importance

de l'évaluation de la politique de cohésion pour communiquer des résultats concrets aux citoyens et empêcher toute critique non fondée. M. Schneider, membre du Comité européen des régions, a souligné que l'évaluation est un instrument essentiel qui permet de comprendre comment cette politique a contribué à changer les régions de l'UE pour un mieux.

Travailler sur son rôle

Durant le débat de deux jours, organisé dans huit ateliers thématiques, des experts ont réfléchi au rôle et à la fonction du suivi et de l'évaluation dans différents scénarios, comme dans des stratégies territoriales intégrées et des stratégies de spécialisation intelligente. La gestion des mégadonnées, leur disponibilité et leur fiabilité, et les systèmes d'évaluation au niveau national, européen et international ont fait partie des principaux sujets débattus dans les ateliers parallèles. «Ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans la politique de cohésion» était le titre provocant du cinquième atelier qui ciblait la contribution de l'évaluation *ex-post* 2007-2013 à la simplification et à la flexibilité de la proposition de la Commission relative à la future période de programmation.

Le public a alors dû répondre à cette question difficile: «Quel est le rôle le plus important de l'évaluation?» La responsabilité, l'apprentissage des politiques et la communication ont été soulignés comme étant les éléments de base pour lesquels l'évaluation est utile et ont ensuite été débattus lors de la session plénière finale.

L'évaluation pour changer les règles du jeu

Mme Ivanova, doyenne de la Chambre II «Investissements en faveur de la cohésion, de la croissance et de l'inclusion» de la Cour des comptes européenne, a précisé que les évaluations *ex ante*, à mi-parcours et *ex post* sont toutes essentielles et complémentaires: certaines sont nécessaires dans la conception de la politique, alors que d'autres sont déterminantes pour illustrer les résultats et renforcer la transparence vis-à-vis des citoyens.

L'évaluation peut véritablement changer la donne, selon Mme Hristcheva, responsable de l'unité Évaluation et Semestre européen à la DG Regio. Elle peut indiquer si les investissements ont été bien conçus, bien placés et s'ils peuvent promouvoir une valeur ajoutée, améliorant ainsi l'élaboration et la mise en œuvre des politiques à l'avenir.

La condition préalable pour mener des évaluations sérieuses et fondées sur des données probantes repose sur la disponibilité et la fiabilité des données. Toutefois, comme Mme Gafey, présidente du Comité d'examen de la réglementation de la Commission, l'a fait remarquer, les gros chiffres ne devraient pas servir de bouclier pour cacher les défaillances des politiques publiques. Les décideurs politiques devraient rédiger un discours sérieux qui permette aux citoyens de comprendre les réalisations effectuées et qui leur explique pourquoi certains programmes peuvent ne pas atteindre leurs objectifs planifiés.

Les interventions de cohésion traitent entre autres les idées innovantes qui, en raison de leur nature, comportent des risques. Ainsi, selon M. McCann, professeur à l'École de gestion de l'Université de Sheffield, cette politique devrait autoriser l'échec, et les décideurs devraient apprendre à accepter que l'expérimentation ne mène pas toujours à la réussite. Les évaluations ne consistent pas uniquement à donner des avis et des classements; il s'agit de fournir des commentaires en vue d'améliorer une politique.

Faire passer le mot

Établir des relations de confiance et de bons plans de communication pour diffuser les résultats de l'évaluation peut éviter des situations dans lesquelles les critiques exagèrent certains points négatifs pour attaquer la politique; tandis que ses réalisations positives peuvent prendre plus de temps à se

matérialiser mais peuvent produire quelques effets et impacts à plus long terme. En outre, les décideurs politiques et les experts devraient communiquer sur les résultats et les échecs en recourant à des approches différentes selon le public ciblé, tout en évitant de tomber dans le piège de la simplification et de chercher à réaliser un «exercice de marketing».

Mme Toader, secrétaire d'État au ministère des Fonds européens de Roumanie, a clôturé la conférence en insistant sur l'importance vitale des évaluations structurées: les programmeurs ont besoin d'évaluations pour comprendre où ils peuvent apporter des améliorations; les citoyens et les contribuables en ont besoin pour voir comment leur argent a été dépensé; et les décideurs politiques en ont besoin pour faire appliquer leurs mesures en concevant les futures politiques.

En plus d'aborder l'évaluation et les futures améliorations, la conférence a également fourni une belle opportunité de mise en réseau aux parties prenantes, des universitaires aux praticiens, en passant par les décideurs et concepteurs politiques des États membres.

Le travail substantiel entrepris dans le domaine de la politique de cohésion, et le rôle de la Commission en tant que solide promoteur et facilitateur d'évaluations ont été largement reconnus. Comme Eric von Breska, directeur à la DG Regio, l'a souligné, l'évaluation sert de pierre angulaire dans le cycle politique, où le processus d'évaluation et ses résultats sont utilisés pour soutenir la mise en œuvre de programmes et définir l'avenir de la politique. La principale priorité consistera à fixer des objectifs réalistes et ambitieux afin de concevoir des interventions de cohésion claires et réalisables en vue de relever les défis qui se présenteront. ■



POUR EN SAVOIR PLUS

Site web de la conférence, y compris présentations de l'évaluation des États membres, vidéos et posters:

<https://europa.eu/lup98Ct>

Portail des données ouvertes des Fonds ESI:

<https://cohesiondata.ec.europa.eu/>

Le réseau d'évaluation: https://ec.europa.eu/regional_policy/en/policy/evaluations/network/



Le Fonds de solidarité de l'UE 2002-2017: paré à faire face à chaque événement

Le Fonds de solidarité de l'UE est un instrument politique créé en 2002 pour soutenir les interventions de l'UE dans les grandes catastrophes qui affectent les États membres de l'UE et les pays candidats, comme les inondations, les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les feux de forêt, les sécheresses et autres catastrophes naturelles. Ce Fonds peut être mobilisé à la demande du pays concerné, à condition que la catastrophe justifie l'intervention au niveau européen.

En 2014, le cadre réglementaire du Fonds de solidarité de l'UE (FSUE) a été révisé: Les opérations du FSUE sont désormais régies par le règlement (CE) N° 2012/2002 du Conseil tel que modifié par le règlement (UE) N° 661/2014 du Parlement européen et du Conseil. La réforme a introduit un certain nombre de changements dans les activités du Fonds, comme la clarification des critères d'éligibilité pour les demandes en cas de catastrophes régionales, l'extension du délai réglementaire pour les demandes, la prolongation de la période de mise en œuvre, et l'introduction d'avances.

Entre 2002 et 2017, le FSUE a mobilisé 5,24 milliards d'EUR pour des interventions dans 84 catastrophes survenues dans 23 États membres et un pays candidat. Près de 90% de ces ressources ont été allouées suite à des catastrophes qui ont causé des dommages considérables au niveau national, essentiellement des tremblements de terre, des inondations et des tempêtes.

Néanmoins, le Fonds intervient également dans des catastrophes plus localisées, comme les événements régionaux et ceux survenant dans les pays voisins. La figure illustre la répartition de toutes les interventions du FSUE par année de catastrophe, catégorie de catastrophe (majeure, régionale, voisinage), type de catastrophe (inondations, tempêtes, tremblements de terre, feux de forêt) et montant du soutien de l'UE (indiqué par la taille de la bulle).

Le Fonds opère dans un environnement où il est très difficile de prévoir la survenance et l'ampleur des catastrophes annuelles, ce qui est également visible dans la figure. Par exemple, en termes de fréquence, les années records ayant enregistré de nombreuses catastrophes étaient 2010 et 2014 (avec au moins 10 événements annuels), tandis que les années les plus calmes pour le FSUE étaient 2004, 2006 et 2011.

Des améliorations considérables

C'est la raison pour laquelle les ressources du Fonds ne sont pas pré-engagées annuellement dans le budget de l'UE. En revanche, elles reposent sur un plafond budgétaire annuel qui, depuis 2014, s'élève à 500 millions d'EUR en prix de 2011, avec la possibilité de reporter à l'année suivante les ressources inutilisées durant l'année en cours.

Couvrant les opérations du Fonds depuis son introduction en 2002 jusqu'en 2017, l'évaluation du FSUE a analysé sa mise en œuvre et sa performance en termes d'efficacité et de délai d'approbation, la mise en œuvre et la clôture de ses interventions; le rôle de la révision du Fonds en 2014; les synergies entre le FSUE et les autres instruments politiques de l'UE pour la gestion des risques de catastrophe; et les perceptions des parties prenantes de la valeur ajoutée de l'UE de cet instrument politique et de son rôle visant à inspirer d'autres développements politiques dans les systèmes nationaux pour la gestion des risques de catastrophe.

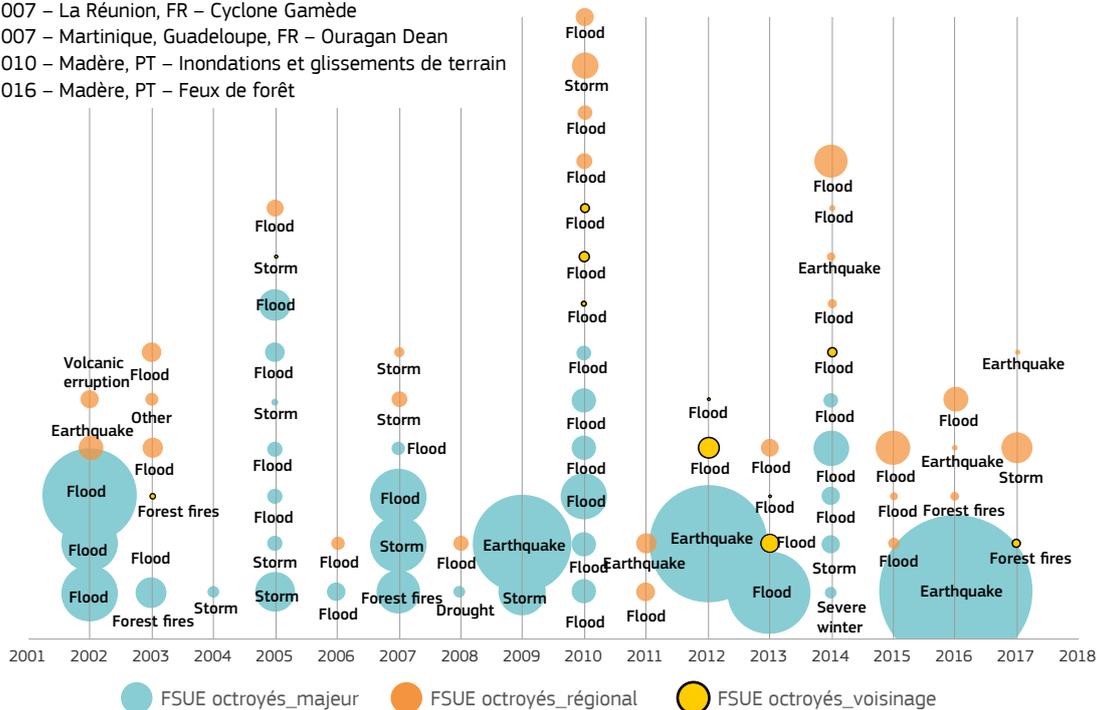
Menée entre septembre 2018 et mars 2019, l'évaluation a suivi les principes d'amélioration de la réglementation de la Commission, fournissant des données probantes pour les cinq critères d'évaluation: efficacité, efficience, cohérence, pertinence et valeur ajoutée de l'UE. En outre, elle a examiné le critère d'évaluation propre à chaque instrument de la solidarité de l'UE.

L'évaluation a conclu que, suite notamment à la réforme de 2014, la mise en œuvre du Fonds a été considérablement améliorée, en particulier en ce qui concerne le taux d'approbation des demandes pour les catastrophes régionales et le temps de déploiement du Fonds sur le terrain.

Fonds de solidarité de l'UE 2002-2017 (par année, catégorie et type de catastrophe, et montant de la subvention)

Subventions du FSUE dans les régions ultrapériphériques:

2007 – La Réunion, FR – Cyclone Gamède
2007 – Martinique, Guadeloupe, FR – Ouragan Dean
2010 – Madère, PT – Inondations et glissements de terrain
2016 – Madère, PT – Feux de forêt



^ La figure montre 84 cas du FSUE approuvés pour un financement pour des catastrophes survenues entre 2002 et 2017.
Source: Commission européenne, données de surveillance 2002-2017

Après la réforme de 2014, les demandes de soutien du FSUE pour des catastrophes régionales susceptibles d'être acceptées ont augmenté de 31 % à 85 % avec la suppression de l'incertitude relative à l'éligibilité des demandes. En ce qui concerne la vitesse de déploiement, le délai entre la demande et le paiement de l'ensemble du soutien du FSUE a été réduit de 12 %, bien qu'il reste d'environ un an. Néanmoins, les contraintes financières initiales des États membres confrontés à d'importantes catastrophes naturelles peuvent également être abordées en demandant des avances du FSUE peu après la demande de soutien.

L'analyse effectuée dans le cadre de l'évaluation a également identifié des pistes de développement, comme un meilleur alignement des conditions d'éligibilité du Fonds, le principe de gestion des risques de catastrophe «mieux reconstruire» en vertu duquel la phase de réhabilitation après la catastrophe est essentielle pour bâtir des infrastructures résilientes.

D'autres améliorations comprennent, par exemple, la promotion de bonnes pratiques et l'élaboration de méthodologies solides pour évaluer les dégâts dans les États membres afin de garantir l'utilisation optimale du soutien du FSUE. Les efforts de communication pour les interventions du FSUE seront également renforcés pour augmenter la visibilité des efforts de solidarité de l'UE dans les États membres.

Pour résumer, l'évaluation conclut que le Fonds est un instrument adaptable et flexible pour les interventions de l'UE dans les situations de catastrophes, apportant la valeur ajoutée de l'UE à la réponse post-catastrophe dans les États membres et les pays candidats.

À l'avenir, la Commission propose de modifier la base juridique du FSUE afin qu'il puisse être utilisé pour aider les États membres à atténuer l'impact de la sortie du Royaume-Uni de l'UE sur les zones et les secteurs les plus affectés, en particulier sur les petites et moyennes entreprises particulièrement exposées aux administrations britanniques et publiques. En outre, la Commission propose d'augmenter les avances du Fonds de 10 % à 25 % (ou au maximum à 100 millions d'EUR) du soutien financier total anticipé pour permettre d'accélérer son déploiement dans les États membres qui demandent un soutien. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Proposition de la Commission modifiant le règlement (CE) N° 2012/2002 du Conseil:
<https://europa.eu/!Kp48yu>
<https://europa.eu/!Hx63Jd>

Le Road Trip Project reprend la route

Dans cette deuxième saison du Road Trip Project de la DG Regio, deux équipes de quatre jeunes parcourent 17 pays de l'UE dans ce qu'ils espèrent être une aventure unique. Chaque groupe comprend un vidéaste, un rédacteur, un photographe et un présentateur qui ont pour mission d'enregistrer leurs nombreuses expériences alors qu'ils visitent et découvrent des projets financés par l'UE dans les différentes régions de l'Europe.

L'itinéraire de l'équipe Travelbugs débute dans les îles d'Åland en Finlande et s'achève dans les îles Canaries en Espagne.

Dayana, une actrice de 22 ans, est originaire de Bulgarie mais vit en Angleterre aujourd'hui. Sociable, elle aime passer du temps à l'extérieur et se faire de nouveaux amis. Durant son temps libre, elle pratique du sport, lit et écrit des poèmes, une de ses plus grandes passions.

Rareș est un Roumain de 27 ans qui vit en Italie depuis 12 ans. Il a étudié la médiation interculturelle. Il y a toutefois renoncé pour se consacrer à sa passion, la photographie. Il aime créer de nouvelles choses, mais se détend en jouant à des jeux vidéo, en regardant des films, des séries télévisées et YouTube. Sa citation préférée: «La créativité est la nouvelle alphabétisation!»

Elliot, un jeune Suédois de 19 ans, vient d'obtenir son diplôme de haute école avec le rêve de se lancer comme photographe et vidéaste indépendant. Il est autodidacte sur YouTube et réalisateur amateur, et montre une certaine fascination pour les documentaires indépendants, en particulier ceux qui montrent la beauté de notre monde. Lorsqu'il a besoin d'une pause, il aime faire de longues promenades, boire du café et écouter de la musique. Peut-être que ce voyage lui permettra de réaliser son propre documentaire!

Vanessa est une étudiante Sud-Africaine de 24 ans qui vit et suit un master en Hongrie. Elle a toujours rêvé de parcourir l'Europe. Quand l'opportunité s'est présentée, elle n'a donc pas hésité. Durant son temps libre, Vanessa aime lire des livres de développement personnel et créer du contenu pour son blog sur l'alimentation et la nutrition.

L'itinéraire de l'équipe Calma débute à Dublin, en Irlande, et s'achève à Nicosie, à Chypre.

Panos est un créateur de blogs de 23 ans originaire de Chypre qui a vécu en Grèce, en Australie et à Chypre au cours des quatre dernières années. Il a voyagé avec son appareil photo à travers l'Asie et a fait partie d'un projet de voyage de 100 jours, découvrant le monde et tissant des amitiés. Il aime dormir, se moquer de lui-même, voir le bon côté des choses et faire rire les autres (ce qu'il fait très bien)!

Selina est une Allemande de 22 ans qui a vécu dans quatre villes différentes au cours de l'année écoulée. Elle vient d'obtenir son diplôme en journalisme et sa passion consiste à aborder les questions sociétales et environnementales. Durant son temps libre, Selina aime assister à des festivals de musique, être dans la nature et découvrir de nouvelles choses.

Wijnand est un réalisateur de films de 26 ans venu des Pays-Bas. Il aimait la viande mais est devenu végétarien pour des raisons éthiques. Sur la route, il est impatient de rencontrer des personnes et d'entendre leurs histoires durant ces aventures: comment elles ont grandi, ce qui les motive et comment elles voient l'avenir?

Olga est une étudiante de 19 ans de Pologne qui prend une année sabbatique pour vivre une aventure unique. Elle est passionnée par l'art et s'intéresse à la science. Sur le Road Trip Project, elle espère créer des souvenirs qu'elle n'oubliera pas de sitôt! ■



POUR EN SAVOIR PLUS

<https://roadtripproject.eu/>

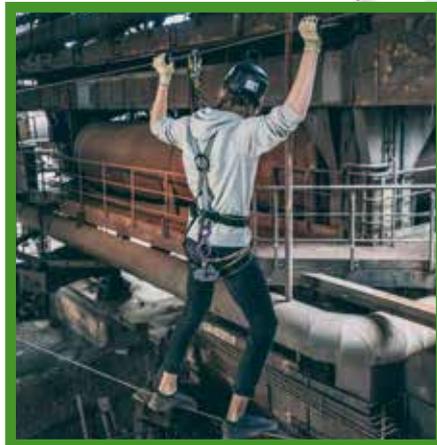


Canoë dans la zone protégée de Tokaj-Bodrogzug en Hongrie

Immersion dans le patrimoine industriel européen dans la profonde mine de charbon et le musée de Silésie, en Pologne



Photo de groupe au Luxembourg avec Charles Elsen, l'un des signataires de l'accord de Schengen



En route vers un point culminant en Allemagne pour profiter d'une vue aérienne du parc de Duisberg



LA PAROLE EST À VOUS

PANORAMA
vous invite
à envoyer vos
commentaires!

«La parole est à vous» est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen présentent leurs réalisations pour la période 2014-2020 et donnent leur avis sur les discussions décisives

actuelles sur la politique de cohésion de l'après-2020. *Panorama* vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous à: region-panorama@ec.europa.eu pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions.

La directive «Innovations sociales» de Basse-Saxe – gérer l'évolution sociale

Notre société est confrontée à un changement structurel de plus en plus rapide, partiellement imputable à l'évolution démographique et la numérisation. Il ne peut être contré par l'innovation technique seule. Depuis plusieurs années, la Basse-Saxe teste donc des innovations sociales afin de changer les structures sociales.



Birgit Honé
Ministre des affaires fédérales et européennes et du développement régional dans le Land allemand de Basse-Saxe

Au titre de la période de financement actuelle de l'UE, pour la première fois, les fonds du FSE peuvent être utilisés pour soutenir des innovations sociales. La directive de Basse-Saxe «Innovations sociales» promeut des «approches innovantes qui contribuent à résoudre les défis sociaux et répondre aux besoins locaux et régionaux».

La portée générale du financement laisse aux promoteurs de projets la plus grande marge de manœuvre possible. La Basse-Saxe a choisi une nouvelle approche de financement afin de développer des projets adaptés qui peuvent être transférés à d'autres parties du Land.

Grâce à la coopération des acteurs locaux, les projets devraient former des structures permanentes. Trois bureaux d'innovation sociale soutiennent les demandeurs dans le développement de leur projet, tout en offrant l'opportunité d'organiser la coopération transnationale ou un échange d'expérience à l'échelon européen.

D'une part, le financement est fourni à des projets qui aident à s'adapter aux changements dans le monde du travail, et d'autre part, à ceux qui améliorent l'accès aux services sociaux et de santé.

Les 40 projets financés à ce jour vont des soins de santé à la mobilité, en passant

par la télémédecine et l'élimination des barrières linguistiques, sans oublier les projets liés aux réfugiés. Quinze à 20 autres projets seront lancés en 2020.

La Basse-Saxe a lancé une expérience avec la directive «Innovations sociales». Les idées ne manquent pas pour résoudre les défis locaux des régions. Toutefois, le bon cadre est requis pour assouplir et simplifier le financement qui permettra aux projets d'employer de nouvelles approches.

La directive a été accueillie avec beaucoup d'intérêt sur le terrain, et de nombreuses nouvelles approches ont été testées, entraînant l'émergence de nouveaux réseaux et d'efforts de collaboration.

Les innovations sociales ont bénéficié d'une priorité plus élevée au sein du FSE+ qui est prévu pour la période de financement 2021-2027. Même si un format spécifique doit encore être finalisé, les anciennes propositions réglementaires permettent de supposer que la Basse-Saxe pourra toujours développer et promouvoir des projets d'innovation sociale au sein de processus participatifs. ■

ACTUALITÉS [EN BREF]



Les données montrent que la politique de cohésion lutte contre le changement climatique

Pour atteindre, en 2020, les objectifs en matière de climat et d'énergie fixés par l'UE, la Commission européenne s'est engagée à soutenir l'action pour le climat avec un objectif à hauteur d'au moins 20% du cadre financier pluriannuel 2014-2020. Un tel engagement politique s'inscrit dans le contexte d'une volonté plus large d'intégrer les actions en faveur du climat et de contribuer aux efforts destinés à limiter le changement climatique et à adapter notre environnement naturel et construit, ainsi que notre économie, à ses impacts attendus. En raison de la nature et de la portée de leurs objectifs, le FEDER et le Fonds de cohésion sont des contributeurs importants de l'objectif de suivi global de l'UE. 54,8 milliards d'EUR provenant de ces fonds sont investis durant la période 2014-2020. Vous pouvez désormais suivre les investissements planifiés et l'évolution de leur mise en œuvre en recourant aux données ouvertes.

Consultez cette publication de blog offrant un aperçu des données détaillées: <https://bit.ly/33jRQYv>

Principales réalisations de la politique de cohésion 2014-2020

Une nouvelle présentation de la <https://europa.eu/lxX99ku> est disponible en ligne. Les objectifs d'investissements sélectionnés et les progrès réalisés à ce jour pour les concrétiser sont organisés sous trois titres:

- > Une Europe intelligente: recherche et innovation, économie numérique, PME;
- > Une Europe durable: économie sobre en carbone, action pour l'environnement et le climat, infrastructures de réseaux;
- > Une Europe inclusive: marché du travail, inclusion sociale et capital humain.

Le texte repose essentiellement sur les valeurs cibles à la fin de 2017 (sauf indication contraire), alors que les objectifs de réalisation sont fixés dans un contexte plus large; les tableaux (générés par [#ESIFOpenData](#)) seront mis à jour en décembre 2019.

Les pactes d'intégrité remportent le prix d'excellence pour une administration ouverte

L'initiative des <https://europa.eu/!YY79fU>, soutenue par la DG Politique régionale et urbaine de la Commission en coopération avec Transparency International, a remporté le prix de la bonne administration 2019 du médiateur européen dans la catégorie «Excellence pour une administration ouverte».

Le prix reconnaît le «recours innovant à des partenariats avec des ONG, des autorités publiques et des entreprises privées, contribuant à accroître la confiance du public dans la lutte contre la corruption». Il s'agit d'une reconnaissance des efforts de tous les acteurs dans les 17 projets et 11 États membres différents impliqués.

La DG REGIO a lancé cette initiative en 2015 en sélectionnant les projets et les organisations de la société civile suite à un appel à manifestation d'intérêt. Un **pacte d'intégrité** est un contrat conclu entre un pouvoir adjudicateur et des opérateurs économiques qui soumettent des offres pour des marchés publics, stipulant qu'ils s'abstiendront de toute pratique de corruption et mèneront une procédure de passation transparente. Afin de garantir la responsabilité et la légitimité, le pacte inclut un contrat distinct avec une organisation de la société civile qui veille au respect par toutes les parties de leurs engagements respectifs.

Le prix de la bonne administration reconnaît les actions menées par les administrations publiques de l'UE qui ont un impact positif visible et direct sur la vie des citoyens. Le médiateur européen a introduit ce prix en 2017 pour promouvoir l'excellence dans le service public de l'UE et le partage des bonnes idées et pratiques.

UN FINANCEMENT ALTERNATIF POUR LES ENTREPRISES SOCIALES EN ITALIE ET EN ESPAGNE

**INVESTISSEMENT TOTAL
899 070 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
854 115 EUR**

Grâce au financement de l'UE, un partenariat entre des régions italiennes et espagnoles a permis de concevoir des modèles financiers afin de stimuler leur économie sociale.

Aujourd'hui, le financement fait défaut en Europe pour les organisations entrepreneuriales qui doivent surmonter les défis rencontrés par la société, comme le chômage, la mobilisation des jeunes, l'exclusion et les pertes environnementales. Connues collectivement sous le terme d'«entreprises sociales», elles ne représentent que 10% des entreprises européennes et 7% de l'emploi en Europe.

L'une des principales raisons de ce faible taux d'investissements est que les banques investissent traditionnellement dans des entreprises en se fiant à leurs bilans et modèles commerciaux, alors que les rendements environnementaux et culturels sont souvent sous-évalués. Dit simplement, les plus grandes entreprises sont souvent considérées comme des investissements plus sûrs.

Le projet «Innovative Financial Instruments in support of the Social Economy» (IFISE), un partenariat entre deux régions italiennes et deux régions espagnoles, a mis au point de nouvelles méthodes de financement pour démontrer comment les œuvres de charité, les coopératives et autres entreprises sociales pourraient recevoir du capital. Afin de définir les instruments financiers de pointe actuels, IFISE a analysé 57 cas en Europe.

Le projet s'est intéressé à l'investissement d'impact, qui valorise les rendements financiers et sociaux (décrits comme l'approche à double objectif), et au financement participatif, qui soulève de plus petits montants de financement auprès d'un plus grand nombre de personnes.

Pour comprendre quel type de financement est le plus adapté aux régions du projet IFISE, ce dernier a mis au point des études de faisabilité pour les quatre régions. En Lombardie, l'étude a privilégié la faisabilité de contrats d'impact social, alors que l'Andalousie, le Piémont et Valence ont examiné la viabilité de la mise en place de fonds d'impact social. Les deux modèles ont démontré leur compatibilité avec le financement opérationnel régional comme le Fonds social européen (FSE) et le Fonds européen de développement régional (FEDER).

Investir dans la société

Les conclusions du projet IFISE ont été résumées dans un manuel qui peut être téléchargé sur son site web. Le guide est destiné aux autorités de gestion mais aidera quiconque cherche à mettre en œuvre des instruments financiers de pointe pour lutter contre les problèmes sociaux ou environnementaux.

Grâce au soutien d'institutions financières internationales et d'universités, IFISE a également dispensé une formation dans ses régions partenaires sur les aspects techniques et juridiques de l'investissement d'impact social. Il a publié ces outils et orientations utiles sous la forme d'un système de formation reproductible.

Sur le long terme, il est à espérer que les modèles financiers d'IFISE seront transmis aux autres régions européennes. Selon les coordinateurs du projet, ce processus sera simplifié si les lois régissant les entreprises sociales dans l'UE peuvent être harmonisées. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.finpiemonte.it/Ifise-project>

PROJETS

UNE APPLICATION DE «JEUX» OFFRE UNE NOUVELLE DIMENSION À LA RECHERCHE D'EMPLOI

**INVESTISSEMENT TOTAL
500 000 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
350 000 EUR**

Un projet de la région italienne du Latium a rassemblé des employeurs et des demandeurs d'emploi sur une plateforme numérique innovante. Recourant à une application mobile, Employerland fournit des jeux et des questionnaires adaptés auxquels les personnes participent pour décrocher un emploi. Des PME et de grandes entreprises de toute l'Italie se sont inscrites sur la plateforme pour attirer des candidats talentueux.

«Employerland» exploite les dernières technologies numériques pour fournir aux équipes des ressources humaines une nouvelle manière de recruter du personnel. Elle dépasse les approches traditionnelles de publication des postes vacants en ligne ou dans les journaux et la lecture ultérieure des CV. L'application est notamment destinée aux jeunes qui sont plus familiarisés à l'utilisation des technologies numériques dans leur quotidien.

Depuis son lancement en 2014, près de 1 000 personnes hautement qualifiées ont décroché un emploi grâce à l'application Employerland, qui a été téléchargée par plus de 100 000 utilisateurs. En outre, plus de 800 entreprises se sont enregistrées sur la plateforme, y compris de grands employeurs comme Ferrovie dello Stato Italiana, Oracle, Pirelli, Lamborghini, Luxottica, Bosch, Salini Impregilo, PwC et Nestlé.

L'équipe d'Employerland a également organisé plus de 50 événements d'entreprise et un certain nombre de journées de recrutement qui ont attiré plus de 15 000 jeunes.

Les demandeurs d'emploi peuvent télécharger l'application sur leur smartphone ou leur tablette. Ils enregistrent ensuite leur profil sur la plateforme et commencent à chercher des jeux adaptés et des employeurs. Les utilisateurs prennent part à des défis virtuels, répondant à des questions sur une entreprise donnée afin de gagner des points et démontrer leurs

compétences. En gagnant une partie, le joueur peut entrer en contact avec l'équipe RH de l'entreprise et a de bonnes chances de décrocher un emploi.

De plus, les personnes qui obtiennent les meilleurs résultats lors de leur participation à certains jeux reçoivent un «Skillpass» spécial, qui leur permet d'obtenir un entretien durant les événements auxquels les entreprises participent.

Les entreprises peuvent utiliser la plateforme pour améliorer leur visibilité sur le marché de l'emploi en publiant des annonces, directement via l'application ou les événements d'Employerland. Ce processus permet aux employeurs d'adapter leurs exigences en matière de recrutement grâce à un jeu ou un concours adapté à leurs besoins spécifiques. En outre, ils peuvent mettre en œuvre des campagnes de marque via l'application pour attirer des talents.

Chasse aux talents

L'approche personnalisée d'Employerland aide les entreprises à réduire leurs frais de recrutement et à rendre leurs processus de sélection plus efficaces. En effet, les candidats talentueux n'effectueront les tests que s'ils sont motivés de travailler pour l'entreprise en question. La plateforme prévoit également un espace où les employeurs peuvent utiliser les tests et questionnaires pour engager le dialogue avec leur personnel existant ou pour le former.

Employerland peut se targuer d'être la première application mobile à fournir des ressources de recrutement basées sur la participation des personnes à des jeux sociaux. Le projet a été mis au point en tant que start-up après avoir reçu un soutien du Fonds européen de développement régional, de la région du Latium et d'un investisseur privé. Sa réussite a permis de créer, à ce jour, neuf emplois chez Employerland. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.employerland.it>

LES MUSÉES D'EUROPE CENTRALE ACCUEILLENT UN PLUS GRAND PUBLIC

**INVESTISSEMENT TOTAL
2 579 255 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
2 091 160 EUR**

En Europe centrale, le patrimoine culturel est devenu plus accessible grâce à des approches inclusives en matière d'accès et de matériels didactiques financées par le programme Interreg.

Avec tant d'attractions culturelles dans l'UE, les lieux ne manquent pas pour en apprendre plus sur le riche patrimoine et l'histoire de l'Europe. Malheureusement, il n'est pas toujours aussi simple pour les personnes handicapées de profiter de ces musées et de ces galeries d'art.

Fournir des ascenseurs et des rampes d'accès aux visiteurs à mobilité réduite ne représente qu'une partie de la solution. Bien d'autres types de handicaps (troubles cognitifs, temporaires et de la sensibilité) nécessitent une meilleure compréhension des obstacles à l'accessibilité.

Le projet COME-IN!, financé par le programme Interreg Europe Centrale, aide les musées de petite et moyenne taille dans l'UE à ouvrir leurs portes à un public plus large. En améliorant l'accès et la qualité des matériels didactiques, davantage de personnes peuvent désormais découvrir et profiter du patrimoine culturel.

Le projet a élaboré des orientations utiles et une formation pour les musées, et a lancé un nouveau label innovant décerné aux musées qui respectent les nouvelles normes d'accessibilité.

La coalition COME-IN!, composée de 14 organisations, comprend des musées d'Autriche, de Croatie, d'Allemagne, d'Italie, de Pologne et de Slovénie. Son réseau d'universitaires, d'établissements de formation et de décideurs politiques était soucieux d'inclure les personnes handicapées afin de mieux comprendre les obstacles qui limitent actuellement leur appréciation du patrimoine culturel. Par conséquent, les associations de personnes handicapées et les institutions publiques ont été consultées avant que les pilotes du projet ne soient mis en place dans les régions participantes.

Une politique d'ouverture

COME-IN! a élaboré un ensemble de lignes directrices communes que les sites du patrimoine peuvent utiliser pour garantir l'accessibilité à tous leurs visiteurs. Un manuel de formation peut être téléchargé depuis le site web de COME-IN! afin d'aider les exploitants des musées à mettre en œuvre ces normes élevées.

S'appuyant sur l'expérience acquise par les partenaires au cours du projet, le label COME-IN! a été lancé pour reconnaître les musées qui respectent ces lignes directrices. Alors que des labels similaires existent au niveau local et national, c'est la première fois qu'un système de récompense prend tous les handicaps en considération. Le label sera promu au niveau transnational afin que les musées de pays situés en dehors de l'Europe centrale puissent également le demander.

Bien qu'initialement destiné aux musées, le label sera étendu pour comprendre des demandes de toute attraction ou événement culturels qui a placé l'accessibilité en tête de ses priorités. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://bit.ly/2LX7NOX>

PROGRAMME

14-15 NOVEMBRE

Bruxelles (BE)

Conférence «RÉGIONS INTELLIGENTES» 3.0: La transformation par la spécialisation intelligente

28-29 NOVEMBRE

Milan (IT)

3^e Forum annuel de la stratégie de l'UE pour la région alpine

30-31 JANVIER 2020

Porto (PT)

Forum des villes 2020

AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne ni quiconque agissant en son nom ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2019

Version imprimée:	1608-3903	KN-LR-19-070-FR-C
PDF:	1725-8316	KN-LR-19-070-FR-N

© Union européenne, 2019

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique relative à la réutilisation de documents de la Commission européenne est réglementée par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents qui ne bénéficie pas de la protection d'un droit d'auteur européen est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.

Imprimé par Bietlot en Belgique

Ce magazine est imprimé en allemand, anglais, bulgare, espagnol, français, grec, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en octobre 2019.

PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © iStock/olgagorovenko

Page 3: © Union européenne

Page 13: © Energy Cells GR; Librarium; © Connect Innovation;
© iStock/holms stad

Page 14: © CobBauge; © Franziska Drasdo; © Ecomare;
© Capture; © Ecomare

Page 15: © iStock/AlexRaths; © EUMINT; © Projet Wise;
© iStock/SeregaYu; © iStock/AlquisNJ

Page 16: © Alliance pour le climat; © Citywalk;
© iStock/balticboy; © WTCB

Page 17: © Orsi Academy; © iStock/Chinnapong; © CAWT;
© Oulu Sote Labs; © iStock/SDI productions

Page 20: © iStock/ipopba

Page 22: © iStock/Photographe CW

Page 24: © Conseil de promotion des entreprises du Danemark

Page 27: © iStock/Yuri_Arcurs; © iStock/jhorrocks

Page 28: © iStock/J2R

Page 29: © iStock/Tommel

Page 30: © iStock/Luis Fonseca

Page 31: © CCDR Algarve

Page 32: © iStock/badahos

Page 34: © Francesca Fumagalli

Page 35: © iStock/Solstock

Page 36: © Orquestra Geração

Page 37: © CC BY-SA 4.0/ Joseolgon (<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/deed.en>); © Inês Pinto da Costa

Page 40: © Union européenne

Page 42: © iStock/hepatus

Page 45: © Union européenne

Page 46: © Gouvernement de Basse-Saxe, Allemagne

Page 47: © iStock/Ian Dyball

Page 48: © iStock/busracavus

Page 49: © iStock/xavierarnau

Page 50: © Luca Laureati

RESTEZ CONNECTÉ



ec.europa.eu/regional_policy
cohesiondata.ec.europa.eu



[@EUinmyRegion](https://twitter.com/EUinmyRegion)



[EUinmyRegion](https://www.facebook.com/EUinmyRegion)



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/euregional)



[EUinmyRegion](https://www.youtube.com/EUinmyRegion)



[euinmyregion](https://www.instagram.com/euinmyregion)



ec.europa.eu/commission/2014-2019/hahn_en
[@JHahnEU](https://twitter.com/JHahnEU)



Office des publications
de l'Union européenne

Commission européenne
Direction générale de la politique régionale et urbaine
Communication – Agnès Monfret
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
Courriel: regio-panorama@ec.europa.eu